

L'IMPÉRATIVE NÉCESSITÉ DE SORTIR
DU CAPITALISME 1

I.	Notre première tâche : définir et situer le capitalisme.....	1
A.	Anticapitalisme ?	1
B.	Etapas préliminaires	2
C.	L'avènement de la société mercantile.....	3
D.	Les « lois naturelles » du Capitalisme.....	5
E.	L'Europe, berceau du Capitalisme.....	6
F.	Les seigneurs et les fermiers mettent en marche le capitalisme	8
G.	Le renforcement du patriarcat	10
H.	Le capital et l'Etat.....	12
I.	Domestiquer le prolétariat	13
J.	Du marché intérieur à l'expansion du Capitalisme.....	14
II.	De l'État.....	17
A.	De sa création.....	17
B.	Plus sur son rôle et sa supposée utilité	18
C.	A l'assaut « du ciel »	19
III.	« Le triomphe » du capitalisme	20
A.	Du marxisme	20
B.	Du léninisme et de ses avatars.....	23
C.	De la social-démocratie	24
D.	De la gauche.....	25
E.	La magie de la surconsommation : des « 30 glorieuses ».....	26
F.	Le détournement des énergies positives par la Politique.....	27
G.	Le syndicalisme révolutionnaire de nos jours : une illusion.....	28
H.	De l'ultime virage, la dernière mutation du Capitalisme.....	32

LES MOYENS ADAPTÉS POUR SORTIR DU « CAPITALISMOCÈNE » 35

I.	La situation actuelle : (les forces en présence).....	35
A.	Nous situer dans l'histoire : les ciments de la construction.....	35
B.	Nous situer dans le présent : voir et bien se situer pour se mettre en marche.....	37
C.	Oser un nouvel et indispensable paradigme post-capitaliste.....	38
II.	Les moyens doivent s'adapter aux fins	39
A.	De l'Écologie sociale comme outil analytique.....	39
B.	Du Municipalisme libertaire comme moyen pour une fin sans fin.....	41
C.	Des impostures « municipalistes ».....	42
D.	Un projet aux antipodes.....	42
E.	Des différences et difficultés propres.....	43
F.	Du domaine social au domaine politique	44
G.	De l'identitaire et autres difficultés de « notre camp »	44
H.	De la sortie de l'économie	46
I.	Le double pouvoir n'est pas un long fleuve tranquille.....	48
III.	Vers un nouvel imaginaire	49
A.	Son incontournable nécessité	49
B.	Une nouvelle opportunité historique ?	49

L'IMPÉRATIVE NÉCESSITÉ DE SORTIR DU CAPITALISME

I. Notre première tâche : définir et situer le capitalisme

A. *Anticapitalisme ?*

La « production » littéraire se rapportant au capitalisme est d'une telle importance que vouloir l'appréhender dans sa totalité, relève de la mission impossible. En outre, si l'on jette un œil au large spectre « anticapitaliste », les courants s'avèrent très bigarrés et leur grande majorité prétend seulement réformer le capitalisme, le canaliser, le diriger, lui faire changer de cap, le moraliser, lui mettre une muselière là où ses dents sont les plus visibles : par exemple dans son aspect financier. De plus, les mesures qu'ils préconisent pour l'enrayer ne s'attaquent qu'à ses symptômes et non à ses racines, quelle que soit l'appellation d'origine de ces écoles anticapitalistes, qu'elles se réclament du marxisme, du bouddhisme, de l'islam ou du keynésianisme. En fin de compte, toutes prétendent utiliser l'État comme outil de changement, même si elles appellent à la mobilisation du peuple.

De notre côté, pour comprendre la puissance démesurée des impératifs capitalistes et la façon de s'en défaire, nous remonterons aux racines systémiques du capitalisme, celles qui ont imposé une impitoyable structure dynamique d'accumulation forcée, de maximisation des profits et d'accroissement de la productivité du travail.

Si nous approfondissons, (c'est sans doute la littérature marxiste radicale qui a le plus finement appréhendé le phénomène) d'importantes divergences apparaissent également parmi les auteurs sur les origines du capitalisme. Par ailleurs, Marx lui-même avait une double

facette ambiguë, raison pour laquelle ceux qui se réclament de la « Critique de la valeur »¹ parlent d'un « Marx exotérique » et d'un « Marx ésotérique »², ce dernier étant le plus radical.

Cependant, bien que non-spécialistes, nous nous devons de comprendre quelle est la version la plus pertinente, car notre façon de concevoir l'histoire du capitalisme déterminera notre « enquête » et par conséquent l'élaboration de nos stratégies pour le vaincre.

En étudiant le passé, nous avons tendance à le déformer en le regardant avec nos lunettes « économicistes » du présent. La meilleure prévention reste le doute, et il nous faudra une connaissance plus approfondie de nos façons d'être, de sentir, de penser et d'agir à l'intérieur de nos diverses sociétés au cours de l'histoire. Et c'est là qu'interviennent avec une importance fondamentale les connaissances anthropologiques et ethniques.

B. Etapes préliminaires

Chaque étape historique est préparée par la précédente, laquelle crée des conditions favorables pour la suivante. Même si ces conditions ne s'avèrent pas toujours déterminantes pour l'avènement du capitalisme comme point culminant d'un système de domination total, suivre sa complexe dialectique évolutive nous permet de mieux le connaître. Nous pourrions ainsi remonter grossièrement (par manque de temps et d'espace) à la fin du paléolithique supérieur et entrevoir des germes de la domination à venir dans ces sociétés égalitaires, de services et d'obligations³. Dans un environnement devenu hostile à cause des changements climatiques, l'apparition de l'agriculture, les migrations, des décalages entre tribus et les luttes entre elles, nous mèneraient à la constitution des premières sociétés avec des hiérarchies de domination et à l'apparition des premiers Empires⁴. (La « méga-machine » de Mumford). La création du prêt et du crédit joua également un rôle fondamental (voir Graeber), de même que l'invention et à long terme l'imposition de la monnaie, initialement créée pour payer les armées, dans le temps axial, ou le développement parallèle et contigu du commerce jusqu'aux débuts du Moyen-âge.

¹ Voir le site web : www.palim.psao.fr

² De même, M. Bookchin établit chez Marx une claire différence entre sa pensée « magistrale » et sa pensée « rétrograde », voire *Une société à refaire*, pp. 34, 44, 88, 107, 111, 116 et 121-128. Ed A.C.T.R. Voir sa nouvelle version chez Ecosociété (Montréal).

³ Voir les œuvres de Polanyi, Mauss, Clastres et Graeber.

⁴ Bookchin a peut-être, dans un premier temps, surestimé les sociétés pré-alphabétisées, mais dans *Une société à refaire*, Ed. Ecosociété, son hypothèse sur la relation entre changement climatique, agriculture et passage aux sociétés avec hiérarchies de pouvoir demeure tout à fait valide.

Dans une société hautement structurée par le féodalisme, l'Église et les corporations d'artisans, le marché se développe lentement dans ses interstices jusqu'à atteindre en Europe de très larges dimensions. Malgré tout, et en dépit de son incontestable développement, cet énorme marché international ne peut pas encore être qualifié de capitaliste.

C. *L'avènement de la société mercantile*

La structure du commerce et du marché ayant précédé le capitalisme ne signifie en rien des pratiques à l'abri de tout soupçon, bien au contraire. Le bénéfice et le profit ont toujours été le fondement et le moteur de ces pratiques commerciales destinées aux plus fortunés, ayant recours, à l'exploitation, aux saccages, et finalement aux guerres pour s'assurer la suprématie de ces marchés.

Contrairement à ce qui s'est passé en Asie, où les rois et généraux se souciaient peu du commerce, très tôt en Europe, les militaires et les puissants se rallièrent à la cause mercantile jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par les marchands eux-mêmes. Mais auparavant, les seigneurs et les rois de la fin du Moyen-âge facilitèrent le financement des découvertes, tout comme les rois catholiques espagnols l'initièrent avec Christophe Colomb. Les découvertes donnant lieu à des colonies, celles-ci générant des profits, qui à leur tour renforcèrent les relations de confiance, cette dernière se traduisant par davantage de crédits. Entre la conquête et la « reconquête », seul diffère le lieu géographique. Et les mercenaires espagnols persécutant les « infidèles » dans les Amériques, dynamique typique de l'Espagne catholique de la « reconquête », exaltés par les richesses et sous la pression des commanditaires et créanciers⁵, eurent tôt fait de conquérir les Amériques. Le pillage de l'or et de l'argent permit d'injecter plus de devises dans le commerce international en Europe, créant des répercussions jusqu'en Asie. Depuis ce moment historique précis, la dynamique financière des entrepreneurs mercantiles n'a cessé de se développer en Europe. Bien entendu, le continent américain fut le premier à en pâtir, avec un génocide sans précédent dans l'histoire de l'humanité jusqu'à la date fatidique du mois d'octobre 1492. L'objectif était d'abord d'utiliser les natifs comme esclaves (humains sans âme) pour extraire sans coût les richesses du sous-sol (or et argent), puis avec les plantations de coton, de sucre et de tabac, de vendre ces produits dans toute l'Europe. Créant au passage de nouvelles habitudes et une dépendance aux deux derniers produits alimentaires cités. Un siècle après le débarquement, la population des Amériques

⁵ Graeber David « 5000 ans de dette » Ed. Les liens qui libèrent

avait diminué de 90%. Les natifs, quasiment exterminés, furent alors remplacés par des Africains. C'est ainsi qu'entre le XVIe et le XIXe siècle, d'autant plus sous la pression ultérieure du capitalisme anglais et nord-américain, l'Afrique se trouva dépouillée de dix millions d'habitants vendus comme esclaves. Et tout cela financé par le biais du marché, en vertu de la loi de l'offre et la demande.

C'est ainsi que les compagnies négrières vendaient des actions dans les bourses d'Amsterdam, Londres et Paris, jusqu'à la fin du XIXe siècle. Un investissement avec un rapport extrêmement rentable de 6% par an.

Ces entreprises fonctionnaient parfois au niveau international sans l'intervention de l'État. Il faut rappeler à ce sujet que la Hollande (Provinces-Unies), sans être un État pleinement constitué, (marais battus par le vent) parvint à se libérer des envahisseurs espagnols à partir de 1568 et en seulement 80 ans. Et ce pour devenir la Mecque financière des commerçants du continent. Contrairement aux capricieux et peu sérieux rois absolutistes et très catholiques d'Espagne, cependant bien plus riches et puissants, les toutes récentes compagnies marchandes gagnèrent la confiance des investisseurs en élaborant des mécanismes financiers sophistiqués et en répondant aux prêts avec davantage de garanties que les particuliers. Les Provinces-Unies, par le biais de ces compagnies, se libérèrent de la tutelle espagnole en engageant des mercenaires et en achetant une puissante flotte. C'est ainsi que la Compagnie des Indes orientales (VOC) parvint à elle seule à conquérir l'Indonésie, le plus grand archipel du monde en 1602. Et ce n'est qu'en 1800 que l'État hollandais prit le contrôle de la colonie et cela durant un siècle et demi. Il parvint à créer une société mercantile surpassant celle de Florence et développa la société commerçante la plus étendue du monde. Mais ces réussites marchandes furent souvent soutenues par des moyens « extra-économiques » comme les escarmouches et les guerres. Cependant, et malgré ces réussites, il ne s'agissait pas encore d'un marché capitaliste. Celui-ci n'étant pas encore soumis à l'impératif typiquement capitaliste de maximiser les profits grâce au développement des forces productives. La principale préoccupation de ces marchands, malgré leur investissement dans l'agriculture ou l'industrie, était la *circulation* des produits sur de longues distances, depuis des marchés très divers et épars, et leur stockage qu'ils faisaient également payer. Des produits de luxe, destinés majoritairement aux élites, mais aussi du grain en provenance de la région baltique pour leurs villes, les plus peuplées d'Europe. Ils ne s'intéressaient pas à la production, dont ils ne pensaient pas non plus à réduire les coûts pour accroître leurs bénéfices. D'où la nécessité cruciale et l'obsession démesurée de dominer le commerce international, le transport et les

échanges de biens en provenance de l'extérieur. Ils furent frappés par la crise du XVII^e siècle en Europe qui marqua le début de leur déclin. Mais ailleurs en Europe, le capitalisme était déjà né, se frayant un chemin et attendant son heure pour prendre la relève, et cette fois-ci avec une logique et une impétuosité implacables, jamais vues dans l'histoire.

D. Les « lois naturelles » du Capitalisme

C'est aux alentours de cette étape historique que surgissent les divergences et éclatent les polémiques, y compris parmi les marxistes, raison pour laquelle il est important d'approfondir. Est-il vrai comme le prétendent de nombreux marxistes, et d'une certaine façon Marx lui-même (l'exotérique), que l'origine du capitalisme coïncide avec l'apogée du marché ? En d'autres termes : le capitalisme est-il simplement un marché libéré de toute entrave morale et structurelle de type féodal ? Ou bien considérons-nous le marché capitaliste comme une rupture anthropologique ?

Comme c'est souvent le cas, loin d'être innocentes, ces questions soulèvent le nœud du débat et nous permettent d'approcher d'un peu plus près la complexe réalité.

Si nous envisageons l'explication la plus courante considérant le marché comme un héritage direct, une évolution logique de l'économie héritée du Moyen-âge, cela nous amène à présupposer que le capitalisme émane naturellement des us et coutumes presque aussi anciens que l'humanité elle-même.

Vu sous cet angle, le capitalisme s'assimilerait à des lois naturelles. Dans ce cas, nous dénaturerions les caractéristiques qui lui sont propres et exclusives, mais aussi les longs et douloureux processus de son développement, en limitant notre compréhension du passé. Et pire, cela entamerait nos espoirs quant à l'avenir. Car si le capitalisme était réellement le dénouement naturel de l'évolution historique, nous pourrions difficilement imaginer nous en défaire ou imaginer des structures sociales et politiques autres.

Si la question de l'origine du capitalisme peut sembler superflue, elle questionne avec plus de sagacité qu'il ne paraît cette croyance si fortement ancrée dans notre culture et à la fois si dangereuse : celle qui nous parle d'un « libre marché », de ses avancées pour l'humanité et de ses idylliques filiations avec la démocratie, et même « le développement durable ».

E. *L'Europe, berceau du Capitalisme*

Il reste aujourd'hui encore une question qui taraude de nombreux penseurs et à laquelle la plupart d'entre eux n'ont pas su apporter de réponse cohérente.

Pourquoi le capitalisme naît-il en Europe quand l'on sait qu'au XVIII^e siècle (plus concrètement en 1775), l'Asie était encore la locomotive de l'économie mondiale, affichant un flux de 80% du commerce mondial ?⁶

Malgré cela, les sociétés commerçantes asiatiques étaient-elles des sociétés capitalistes ? Étions-nous déjà en présence d'un marché capitaliste avec les sociétés de marché européennes les plus développées comme celles de Florence ou des Provinces-Unies ? Si tel était le cas, le marché capitaliste en tant que structure sociale bien déterminée perdrait totalement son caractère spécifique. Et nous pourrions aussi considérer le bouleversement subi lors de la transition des sociétés précapitalistes vers des sociétés purement capitalistes presque comme un dommage collatéral nécessaire, un moindre mal pour atteindre la plénitude d'une économie de marché, comme le serait par la suite le passage à l'industrialisation. Cette vision de la transition comme processus naturel insiste sur le quantitatif, en argumentant qu'avec ses pratiques commerciales de plus en plus diversifiées et sophistiquées, dans un environnement de plus en plus urbain et avec une division du travail accrue grâce à la technologie, le marché se serait développé à l'excès. Ensuite, en atteignant une masse critique suffisante, la fameuse « accumulation primitive » ou « préalable », les investissements auraient été facilités et le commerce aurait atteint la prospérité dans une société commerciale en pleine santé. Une version que n'aurait pas reniée Adam Smith, le grand théoricien du libéralisme... Celui qui, partisan de cette évolution, l'a justifiée théoriquement, de même que les autres théoriciens du capitalisme, en argumentant qu'il s'agissait d'une logique consubstantielle à la nature des êtres humains au cours de l'histoire et depuis la nuit des temps, ceux-ci étant des individus rationnels, toujours enclins à maximiser leurs profits dès que l'occasion se présente.

Sans étayer les hypothèses de Smith, la grande majorité de la pensée critique marxiste appuie encore son argumentation sur cette notion « du modèle de commercialisation » du développement économique qui s'est propagé naturellement de façon quantitative. Même si

⁶ Yuval Hoah Harari : « Sapiens : une brève histoire de l'humanité » Albin Michel Septembre 2015

cette argumentation manque de fondements historiques, géographiques et anthropologiques convaincants, car s'il en était ainsi, la décomposition du féodalisme aurait entraîné des phénomènes identiques dans toute l'Europe. Or s'il est vrai qu'à la fin du XVI^e siècle cette décomposition cède directement le pas au capitalisme en Angleterre, plus concrètement dans ses campagnes, il faut signaler qu'il s'agit d'un cas unique et spécifique. Les choses se passèrent différemment en France, par exemple, où l'effondrement féodal fit place à l'absolutisme de la bourgeoisie et à un marché bourgeois certes plus développé, mais pas sous le joug des forces d'un système de marché autorégulé.

Cependant, en insistant sur l'aspect quantitatif plutôt que qualitatif, dans le passage du marché bourgeois postféodal au marché capitaliste, le changement historique radical et structurel s'en trouve minimisé. Un autre fait significatif de cette confusion est l'emploi indiscriminé et interchangeable des qualificatifs bourgeois et capitaliste. Cette forme d'assimilation laisse bien entendre qu'au Moyen-âge, le bourgeois, habitant du bourg, de la ville, est de fait un capitaliste ou sur le point de le devenir.

Si les historiens importants tels que Max Weber ou Fernand Braudel restent souvent prisonniers de ces logiques, malgré des différences notables, le seul à se démarquer fut l'historien et anthropologue Karl Polanyi. Ce dernier réfuta catégoriquement toutes les thèses economicistes postulant l'économie comme fondement des sociétés. Pour lui, les sociétés primitives ne possédaient pas d'économie autonome et séparée des autres activités. Cette dimension était incorporée, intégrée dans les autres activités sociales d'ordre culturel, religieux, familial, communautaire, mais aussi politique, avec un fond d'obligations, de réciprocité et de redistribution, sans être animés par les seules motivations du profit ou des gains matériels. Il était plutôt question de prestige et de manifester une solidarité de groupe. Ensuite, avec l'apparition des marchés dans le monde précapitaliste, ces sociétés se seraient fondamentalement tenues en marge, l'essentiel étant basé sur l'autosuffisance⁷. Bien que n'étant pas le seul à l'époque à avoir mis en lumière ces particularités anthropologiques, la thèse de Polanyi se distingue du fait qu'elle établit une nette rupture entre la société de marché et les sociétés non commerçantes, même si possédant des marchés. Pour lui, l'implantation

⁷ « Quand le marché acquit une importance prépondérante, c'est-à-dire à l'époque médiévale, il fut soigneusement régulé par les corporations médiévales et les préceptes chrétiens qui interdisaient les intérêts et l'obtention de bénéfices excessifs » M. Bookchin, *Une société à refaire*, p.84, ouvrage cité.

d'un système de marché autorégulé fut si bouleversante, non seulement en termes de relations sociales mais aussi pour la psyché humaine, que sans les mécanismes d'autodéfense et l'intervention de l'État, la société se serait désintégrée. Cependant, l'analyse de Polanyi sur l'origine du capitalisme s'essouffle dès qu'elle rejoint les courants de la commercialisation, en argumentant que l'essor des marchés et le progrès technologique conduisent au capitalisme industriel moderne en transformant l'homme et la nature en marchandises, et que même si ce capitalisme a connu son apogée en Angleterre, cela faisait partie d'un processus qui englobait toute l'Europe.

F. Les seigneurs et les fermiers mettent en marche le capitalisme

Il y a d'abord eu le capitalisme agraire, et son origine, plus qu'en Europe, se situe exclusivement dans la campagne anglaise, dans des circonstances très spécifiques, selon Marx lui-même. Ce dernier parle de la « soi-disant » accumulation primitive, qui est évoquée par les économistes classiques et laisse entendre que la simple accumulation de biens matériels, qu'elle soit le fruit de la rapine, de l'impérialisme, voire de l'exploitation du travail, n'a pas pu engendrer à elle seule le capitalisme sans que d'autres facteurs n'entrent en jeu. Et bien que l'accumulation de biens soit une condition nécessaire au démarrage du capitalisme, elle ne constitue pas un élément suffisant et décisif. Ce qui a transformé la richesse en *capital*, c'est la modification des relations sociales de propriété, qui implique la mise en marche des mécanismes caractéristiques du capitalisme, c'est-à-dire les *impératifs* de la concurrence, d'optimisation maximale des profits, l'*obligation* de réinvestir les excédents, ainsi que la *nécessité* systématique et inexorable d'améliorer la productivité du travail et d'augmenter les forces productives.

Dans la ligne de Marx, l'historien marxiste Brenner, cité dans « *L'origine du Capitalisme* »⁸, œuvre qui inspire en grande partie cette enquête, est celui qui nous rapproche le plus de l'histoire de l'élaboration de cette structure originaire du capitalisme. Au sein de l'économie européenne précapitaliste, un seul pays déroge aux règles observées par les autres : l'Angleterre. Et cela à partir de la fin du XVI^e siècle. Ce pays se différencie largement des autres sur plusieurs aspects. En premier lieu, bien que tous les États soient monarchiques en Europe, et certains peut-être plus puissants d'autres, comme le français ou l'espagnol, aucun d'eux ne parvient à l'unification et au centralisme de l'État anglais. Au point que toute trace

⁸ Ellen Meiksins Wood : « L'origine du Capitalisme ». Une étude approfondie Lux-Humanités 2009

des « souverainetés parcellaires » héritées du système féodal avait quasiment disparu du pays, tout comme les pouvoirs seigneuriaux autonomes, les corps municipaux ou autres entités corporatives qui subsistaient encore dans le reste de l'Europe. L'aristocratie jouait un rôle prépondérant dans cette centralisation et si les classes dirigeantes avaient perdu leurs pouvoirs « extra-économiques » autonomes, en contrepartie, l'État les protégeait en assurant l'ordre, en cautionnant la propriété privée. Il leur concéda également un plus grand contrôle des terres et c'est ainsi que pendant longtemps, plus que dans n'importe quel autre pays, les seigneurs possédaient de grandes étendues de terre. Ainsi, ce qu'ils perdirent d'un côté en termes de pouvoirs « extra-économiques » d'extraction d'excédents, ils le récupérèrent en obtenant plus de pouvoirs, de nature purement économique. Ces terres riches, très productives, n'étaient pas cultivées directement par les paysans, mais gérées par des fermiers-locataires par le biais de baux. D'autre part, les seigneurs anglais ne pouvant plus s'enrichir au moyen de pouvoirs coercitifs directs vis-à-vis de leurs cultivateurs à bail, ils leur exigeaient d'avoir de meilleurs rendements que leurs concurrents. Raison pour laquelle les seigneurs pressaient constamment les fermiers à réduire les coûts en augmentant la productivité du travail.⁹

De plus, ces fermiers étaient soumis aux impératifs du marché qui les obligeaient à baisser les prix de vente. Non seulement ces prix étaient dictés par la concurrence du marché, mais les baux coutumiers aussi furent peu à peu soumis au marché, obéissant à la loi fluctuante de l'offre et la demande après avoir été fixes. Ainsi le seigneur louait ses terres à qui offrait le bail le plus élevé, créant une rivalité exacerbée entre fermiers locataires pour obtenir des terres. Dans cet environnement impitoyable, les fermiers les plus productifs s'enrichirent et les autres se ruinèrent, devant abandonner leurs terres entre les mains des gagnants qui les accumulaient. Les perdants venaient ainsi grossir les rangs des paysans sans terre, dont le nombre croissant faisait baisser le prix du travail salarié et par conséquent les coûts de production. Ainsi était donc née la célèbre triade : « propriétaire foncier, exploitant/fermier capitaliste et travailleur salarié/ouvrier agricole. »

⁹ Là-bas, au XVIII^e siècle, le mot « *improver* » désignait celui qui améliorait les terres, les rendait plus productives, que ce soit par l'effort physique ou mécanique à l'aide de machines modernes, mais aussi en installant des clôtures, en cherchant des terres abandonnées, en supplantant les us et coutumes. Par extension, durant le siècle d'or du capitalisme agraire, le mot « *improvement* » qui au départ signifiait « faire mieux » prit une signification plus explicite, celle qu'on lui donne aujourd'hui et qui signifie « réaliser un profit monétaire ». Une illustration de plus de la relation entre profit et productivité dans le capitalisme agraire. Résumé du livre de Meikins Wood p.168-169.

Outre un profond changement de mentalité, tout concourrait à une augmentation obligatoire de la productivité de biens de première nécessité et au développement de l'autonomie de l'économie. Ce ne furent pas les « possibilités » offertes par le marché qui incitèrent à l'accumulation, en ce qui concerne les petits producteurs, mais plutôt l'impitoyable réalité des « impératifs » du marché qui leur fut imposée. À cet endroit précis, à ce moment donné et dans des circonstances particulières, les seigneurs et les fermiers avaient mis en marche le capitalisme sans le savoir, avant même que Locke ne vienne le légitimer. Mais cela n'était pas suffisant et les forces du marché furent également soutenues par des forces coercitives directes, tant pour abolir les droits des paysans que pour chasser les plus récalcitrants. Ce fut l'élément central de l' « accumulation primitive ».¹⁰

G. *Le renforcement du patriarcat*

Entre le XVIe et le XVIIIe siècle, les luttes et querelles concernant les droits communaux et coutumiers furent incessantes. Pour le capitalisme agraire, l'augmentation considérable de la productivité « pour le bien de tous » fut un argument suffisant pour abolir tous les autres droits traditionnels du paysannat.

Cette injustice ne fut pas seulement juridique, avec l'approbation des « *enclosures* » par le Parlement. Ces clôtures imposées pour exproprier les paysans des terres communes furent dictées par une volonté délibérée de détruire les communautés humaines de paysans qui vivaient dans les bois ou sur des terres limitrophes des grandes propriétés, puisqu'elles n'entraient pas dans la logique capitaliste et entravaient son expansion par sa simple présence. Par conséquent, des villages entiers furent brûlés. Les femmes étant les piliers de ces communautés paysannes furent les premières punies et sous prétexte de sorcellerie, 100 000

¹⁰ « L'accumulation primitive fut une immense accumulation de forces de travail ; « travail mort », sous la forme de biens volés et « travail vivant », sous la forme d'êtres humains livrés à l'exploitation, accumulation réalisée à une échelle inédite dans l'histoire. » Caliban et la Sorcière » Silvia Federici Ed. Senonevero, Marseille, 2004. Traduction personnelle/Notre traduction entre crochet ^[1]. F. M R., page 121.

furent assassinées et davantage torturées¹¹. Ce déchirement brutal et sanguinaire, souvent oublié par les intellectuels du genre masculin, loin d'être étranger à l'avènement du capitalisme lui est constitutif, parce qu'il obéit à son impératif de rationalisation dicté par les forces du marché¹².

La chasse aux sorcières avait une double finalité à l'égard du genre féminin : celle de mettre fin à ses activités prépondérantes au sein des communautés paysannes, mais aussi d'abolir une sexualité fondée sur le plaisir, très courante au Moyen-âge mais incompatible avec la création de l'être travailleur. Il s'agissait donc de la remplacer par une sexualité focalisée sur la reproduction d'une abondante force de travail. Ce serait le devoir de la femme, éloignée de la terre, des plantes et des animaux, des terrains communaux et des relations avec les autres femmes découlant de la vie quotidienne. La seconde finalité était donc l'aide au travail, c'est-à-dire la création du garçon viril, travailleur, soumis¹³ et efficace (bon rendement), l'incarnation même du travail. La polarisation des genres fut ainsi instaurée de façon bien marquée et hiérarchique, avec une hétérosexualité posée comme norme sociale¹⁴. En ce sens, il s'agit d'une personification hiérarchique : la création du travail, et par conséquent du mâle, primant sur tout. L'arrivée du capitalisme suppose donc un nouveau tour de vis et une rationalisation du patriarcat, traditionnellement soutenu, justifié et encouragé par la religion.

¹¹ « Au même moment où les « enclosures » expropriaient le paysannat des terres communes, la chasse aux sorcières expropriait les femmes de leurs corps, elles furent ainsi « libérées » de tout obstacle les empêchant de fonctionner comme des machines pour produire du travail. » Federici (2004). « Le capitalisme s'est construit sur une misogynie brutale et sanglante » John Holloway « Crack Capitalism » p. 202 version française (Libertalia)

¹² « La chasse aux sorcières (...) fut le premier pas d'une longue marche vers « le sexe propre dans des draps propres » et de la transformation de l'activité sexuelle féminine en un travail au service des hommes et destiné à la procréation. » Federici (idem)

¹³ « Comme le dit Amparo Moreno, à chaque fois que nous accouchons, nous affirmons la vie qui ne doit pas être, nous bloquons la capacité érotico-vitale du nouveau-né pour ensuite continuer à l'éduquer conformément à l'ordre établi. » Cité par Casilda Rodríguez dans « L'accouchement, une question de pouvoir », Ekintza Zuzena n° 29. Se faisant l'écho d'un autre article dans le n° 29 : « Il s'agit de transformer la véritable mère en mère patriarcale qui ignore les désirs des enfants, qui est insensible à leur souffrance et capable de les réprimer. Il s'agit là du principe d'autorité dans nos vies ». Le déracinement des sociétés communautaires et les conditions de précarité et d'entassement dans l'Angleterre de l'époque étaient entièrement propices à ce genre de maternité patriarcale.

¹⁴ « *Homme et femme* (et bien entendu *homosexuel* et *hétérosexuel*) sont des identifications, des aspects de la société de l'identification. Ils font partie de la mutilation impliquée par la formation du travailleur, celui qui exécute un travail abstrait. C'est une classification que nous devons combattre. Le travail est une abstraction, une séparation du monde du faire et de l'activité vitale. Cette fragmentation de notre activité vitale est une fragmentation de nos vies sous tous les aspects. » John Holloway. Ouvrage déjà évoqué.

H. Le capital et l'Etat

En Angleterre, peu à peu, quantité de producteurs et de seigneurs devinrent de plus en plus dépendants du marché, dans l'unique intérêt de préserver les conditions garantissant leur « reproduction sociale ». Mais plus les fermiers employaient de salariés, plus les pressions pour accroître la productivité du travail étaient vives et oppressantes. C'est ainsi que l'agriculture atteignit une productivité très élevée, avec les conséquences que nous connaissons. Le pays possédait d'impressionnants réseaux fluviaux et routiers convergeant vers sa ville principale et en essor constant. Passant de 60 000 habitants en 1530 à 570 000 en 1700, Londres devint ainsi la ville la plus importante d'Europe. Ses habitants, en grande majorité des paysans expropriés, en plus de constituer une grande réserve de force de travail salarié et d'être exploités dans les premières usines, allaient aussi représenter un énorme marché interne, inédit dans l'histoire. Ce fut le véritable substrat du capitalisme industriel anglais.

Non seulement la capitale prenait de l'ampleur, mais l'État anglais s'unifiait et se centralisait encore plus et les différents marchés fusionnèrent en un seul et unique marché national. Cette ville deviendrait alors la plus grande place de transit en matière de produits agricoles anglais, entre autres, principalement destinés à la consommation interne. Ainsi l'expansion de Londres favorisa l'émergence du capitalisme anglais en développant un marché compétitif de plus en plus unifié et intégré, en stimulant la productivité agricole par la nécessité d'alimenter cette population urbaine expropriée de la campagne et réduite à acheter des aliments de base pour subsister. Outre cette consommation basique croissante, s'ajouteraient d'autres biens de première nécessité comme des articles de la vie quotidienne, etc.

Pour la première fois dans l'histoire, un marché de masse était né, avec de bas prix et reposant sur la pauvreté des consommateurs, de la même façon que le marché des produits de luxe avait enrichi ceux qui s'en étaient procuré pour les vendre aux classes privilégiées.

Le paradoxe réside dans la rétro-alimentation du marché, dans le sens où il fut « le premier système économique de l'histoire dans lequel les restrictions du marché eurent pour effet l'augmentation obligatoire des forces de production au lieu de les freiner ou de leur faire obstacle. »¹⁵

¹⁵ « L'origine du capitalisme », p. 222.

Le manque de ressources des consommateurs obligea les producteurs à produire à bas coûts afin de remédier au manque de revenus par une augmentation de la production. Resserrant encore la pression des impératifs compétitifs, suscitant à son tour la nécessité de miser sur des techniques de production pour augmenter la productivité du travail.

Ainsi naissait une structure unique et sans modèle antérieur dans l'histoire, celle d'une société avec une économie de plus en plus détachée des autres secteurs de la vie et dans laquelle producteurs et exploitants avaient une impérieuse et systématique nécessité de développer les forces productives, de maximiser leurs profits et de rivaliser avec les autres, car entièrement dépendants du marché sous diverses formes. On assistait alors à la naissance du fameux marché "autorégulé".

1. Domestiquer le prolétariat

Comme le rappelle Bookchin, nous confondons souvent capitalisme et industrie, alors qu'en réalité, cette dernière est antérieure au capitalisme. La grande différence réside dans le fait qu'elle n'était pas encore soumise aux impératifs d'une « société de marché » déjà consolidée.¹⁶

Jusqu'au XVII^e siècle compris, des manufactures de type industriel, surtout textiles, se distinguèrent à Florence, Bruges, Anvers, Londres, Ségovie, Lyon, etc., dans l'élaboration de toiles pour l'habillement et les voiles de bateaux. Depuis le bas Moyen-âge, les chantiers navals et les hauts fourneaux pour le fer se développèrent également. Ceci dans un contexte d'essor du commerce d'outre-mer, de guerres, ainsi que d'augmentation de la population citoyenne dans toute l'Europe, bien que sans comparaison avec celle de Londres. Des industries de faible intensité et situées dans de rares zones de concentration mécanisées tournaient en grande partie grâce à l'énergie humaine et à la force animale. Comme le signale également Bookchin, et contrairement à la proposition de Polanyi, la « société de marché » n'a pas été le résultat des avancées technologiques. Elle a plutôt été développée par le capitalisme agraire qui a précédé l'industrialisation capitaliste à outrance, en imposant son impératif de développer de plus en plus les forces productives. À partir de ce moment, il ne s'agit pas d'une rupture, comme le suggère grossièrement le vocable Révolution Industrielle, mais de la mise

¹⁶ Comme le dit bien Karl Marx, « Le capitalisme finit d'imprimer sa marque sur le corps social lorsqu'il transforme définitivement tous les rapports naturels en rapports d'argent ». www.palim.psao.fr

en marche, au départ lente et tâtonnante, d'une imparable accélération du processus de recherche scientifique, généralisé et soutenu par l'État pour une augmentation technologique sans précédent des forces de production.

En effet, pour consolider l'industrialisation capitaliste, quelques inventions techniques éparses ne suffisent pas, cela nécessite un progrès généralisé englobant un grand nombre de secteurs et que ceux-ci se soutiennent dynamiquement entre eux. C'est cette synergie, à l'intérieur d'un ensemble de techniques cohérentes, qui forme un système technique, c'est-à-dire une série d'interdépendances techniques entre secteurs économiques clefs. Dans ce processus constitutif, ce que l'on appelle les « ressources humaines » ne pouvaient pas échapper à la logique d'intégration à ce système technique en vue de maximiser les forces de production. Au-delà de la simple répression brutale pour que ces « ressources » s'ajustent en force, il fut nécessaire de modeler cette multitude de paysans récemment expropriés, entassés dans les villes et exploités dans les ateliers (*factories*) pour les convertir en un « prolétariat » domestiqué pour les usines, efficace, dans cette pièce clef du système technique moderne conçue pour une maximisation des forces productives. L'imposition du « temps-horloge » pour remplacer le « temps-nature » qui régentait les journées de travail fut alors significative. Méthodiquement appliquée, elle s'avéra être une authentique offensive idéologique lancée par les patrons à la fin du XVIIe siècle contre les vieilles habitudes de travail, en inculquant cette nouvelle discipline du temps par le biais des écoles, en installant des horloges sur les places, dans les maisons et les églises, en instaurant le pointage dans les usines, etc. Avec un fond puritain et moraliste, ils imposèrent de nouvelles morales, à commencer par « l'oisiveté est mère de tous les vices », pour conclure avec le célèbre « *time is money* ». À partir de ce moment, le processus propre au capitalisme n'a cessé de vouloir nous transformer en machines. Des machines semblables à celles de plus en plus sophistiquées qui nous imposent leurs propres rythmes, tant dans la vie quotidienne qu'au travail, en même temps qu'elles contrôlent notre capacité à les maintenir dans un état optimal de fonctionnement.

J. Du marché intérieur à l'expansion du Capitalisme

Depuis le XVIIe siècle, alors que dans le reste des puissances commerciales européennes subsistaient encore des îlots différenciés et des barrières internes pour freiner les économies nationales, y compris dans les États les plus centralisés comme le français, l'État britannique avait déjà tout unifié et centralisé. Tandis que les autres misaient sur l'augmentation des échanges avec l'étranger, le capitalisme britannique encore agraire s'appuya sur un marché

intérieur compétitif, vaste, intégré, solide et très diversifié, dont les produits étaient destinés à une population croissante qui ne travaillait plus en milieu rural et ne pouvait se passer d'acheter des biens de première nécessité. Et bien que Londres demeure le grand marché, celui-ci rayonnait sur tout le territoire britannique avec un réseau de distribution efficace, grâce à des agents payés à la commission et consentant des prêts.

À cet effet, et contrairement au reste des pays d'Europe qui continuèrent à effectuer des opérations de change pour favoriser le commerce international, le Royaume-Uni mit en marche son propre système bancaire qui consistait à favoriser le commerce intérieur et la vente de produits nationaux issus du marché métropolitain de Londres.

Les dynamiques de ce système commercial et financier totalement original, provenant du capitalisme agraire et propre au marché interne anglais, déployèrent leurs ramifications et s'imposèrent peu à peu à la totalité du commerce international.

Ce furent les impératifs concurrentiels de l'Angleterre industrialisée avec une capacité productive démesurée, qui obligèrent les autres pays à stimuler le développement de leurs économies pour éviter la banqueroute. Ainsi, les autres États d'Europe ne purent éviter la contamination et n'eurent pas d'autre choix que de suivre les lignes de conduite définies par le modèle émanant des principes capitalistes et d'adopter des mesures de « modernisation » à tous les niveaux.

Ensuite, contrairement à des pays comme l'Espagne, qui se constitua un énorme « capital » (accumulation primitive) en extrayant quantité de richesses du sous-sol de ses colonies sud-américaines et l'utilisa à des fins expansionnistes, guerres et expropriations extra-économiques de type féodal, l'Angleterre s'enrichit davantage grâce au développement capitaliste dans son propre pays qu'à son expansion coloniale tardive. Les richesses des rois espagnols n'empêchèrent pas l'effondrement de leur empire. Et comme dans les autres pays coloniaux, ces richesses ne furent pas converties en capital industriel. Il n'y a qu'en Grande-Bretagne que ces richesses coloniales, conjuguées au commerce d'esclaves (toujours la fameuse accumulation primitive) débouchèrent sur une révolution industrielle. Et cela parce que l'économie du pays était régie, depuis longtemps déjà, par les rapports sociaux de propriété capitalistes. Ce sont ces dernières dynamiques qui par rétroaction ont insufflé un nouvel élan à l'impérialisme, les anglais exportant les mêmes impératifs qui animaient leur marché intérieur comme ceux d'une production compétitive et d'accumulation de capital. Des motifs suffisants pour éveiller les désirs de richesse et de vol systématique, pour déposséder

les natifs. De plus, ces « colons » dépossédés sur leurs propres terres anglaises, formant une classe inutile énorme, seraient les premiers à être envoyés peupler le pays colonisé le plus proche : l'Irlande.

La force militaire à elle seule s'avérant vaine, l'objectif devint, à partir de la fin du XVII^e siècle, d'imposer une suprématie économique. À cet effet, les Anglais implantèrent leur modèle agricole sur les terres irlandaises expropriées, grâce à cette multitude de colons expulsés, et les paysans Irlandais qui restèrent durent suivre les lignes directrices des techniques d'« amélioration ». « Amélioration » qui ne se limitait pas spécifiquement à l'agriculture. Comme en Angleterre, il s'agissait d'imposer une nouvelle économie basée sur les nouvelles relations entre seigneurs et fermiers et que cette dynamique se développe dans toute l'Irlande. Car si l'Angleterre ne pouvait pas annexer l'Irlande entière, elle pourrait du moins l'attirer dans son orbite économique et soumettre le pays à ses impératifs économiques, créant ainsi un précédent historique qui servirait d'exemple aux grands impérialismes à venir.¹⁷ La tâche fut exécutée par Cromwell avec grande brutalité, se soldant par l'extension de l'empire britannique, mais la plus grande victoire consista surtout à forcer les dirigeants de ce pays à adopter la nouvelle économie compétitive. Ces derniers, transformés en commerçants, renforcèrent leur position au XVIII^e siècle, au point de menacer l'économie anglaise. Les Anglais leur imposèrent alors de fortes restrictions pour briser ce développement. L'une des contradictions fondamentales du capitalisme se dévoilant d'elle-même ; d'une part, la nécessité d'imposer ses impératifs de façon universelle et d'autre part, la nécessité de devoir préserver le capital face aux menaces engendrées par cette universalisation.

Le « colonialisme d'agression » mené par les Tudors fut le principal legs de l'Irlande lors de la colonisation du Nouveau Monde. Envoyant sur ces terres « inhabitées » (suite au génocide,

¹⁷ En particulier celui des U.S.A., héritier direct du capitalisme de la GB, et qui est aujourd'hui parvenu à matérialiser le rêve imprimé sur ses premiers billets en 1776 : « Le nouvel ordre du siècle », avec à peine moins de 7 millions d'habitants. Suite au génocide commis contre les Indiens, libérés de la tutelle anglaise en 1784, ils essaient en 1812 d'envahir le Canada, encore sous tutelle anglaise, mais sans succès. Ayant tiré des leçons des anglais en Irlande, l'État américain utilisa les armes « douces » de la séduction et la subornation contre son voisin, achetant juristes, médias et politiciens pour éviter des débats en public et au parlement pour que celui-ci adopte des mesures en faveur d'un marché de libre-échange. La seconde étape d'envergure se déroulerait en 1950, avec la création littérale de la Communauté Européenne, ses fondateurs étant des "sous-marins" des U.S.A. Et le traité actuel du TTIP n'est qu'une autre étape de la colonisation américaine, comme l'a été auparavant l'agrandissement de l'Europe.

sans conteste) de nombreux colons qui avaient participé à l'aventure coloniale irlandaise, cette nouvelle colonisation s'avéra bien plus efficace que tout type de colonisation européenne antérieure. N'ayant quasiment pas de gouvernement¹⁸ sur le terrain, il était possible d'imposer à l'étranger un nouveau régime économique avec des obligations propres.¹⁹

Bien que présentant des nuances selon les lieux, ce fut l'axe principal de l'impérialisme capitaliste britannique qui fit du Royaume-Uni « l'atelier du monde » après le lent décollage de la dite « révolution industrielle » des années 1770-80.

Et l'écrasante efficacité des impératifs du marché capitaliste, soutenue par la force militaire, atteignit son point culminant avec la proclamation de la reine Victoria comme Impératrice des Indes par le Parlement britannique en 1876. Bien qu'ayant perdu 13 provinces d'Amérique du Nord avec l'Indépendance en 1783, l'hégémonie économique britannique était totale, reposant en grande partie sur l'empire colonial le plus grand du monde, représentant à lui seul 92% de l'ensemble des territoires coloniaux européens. C'est donc à coups de spoliation et dans le sang que furent exportés les impératifs économiques du capitalisme à travers le monde, et la décolonisation postérieure n'y changea rien. Ce furent les États nationaux qui reprirent le rôle des colons, propageant les impératifs capitalistes et veillant à ce que les « lois » du marché soient respectées.

II. De l'État

A. *De sa création*

Durant ce bref parcours de l'histoire du capitalisme, nous n'avons jamais pu dissocier celui-ci un seul instant de l'État.

On pourrait nous répliquer qu'en Europe, l'État-nation²⁰ est apparu avant le capitalisme, résultant de la concentration de pouvoirs suite aux luttes seigneuriales entre roitelets. Les monarchies finissant par annexer aussi bien les pouvoirs de l'aristocratie que ceux de l'Église et de la bourgeoisie. Mais l'essor imparable des marchés fit de la bourgeoisie une force qui

¹⁸ Le rôle tenu par les premiers colons d'exporter les obligations économiques incombe de nos jours à chaque État, qui propage les impératifs capitalistes et fait respecter les « Lois » du marché.

¹⁹ « Ce fut certainement le premier programme d'ajustement structurel de l'histoire. ». *L'origine du capitalisme*, p.245.

²⁰ Voir à ce sujet *Le Prince*, de Machiavel.

ferait peu à peu pression sur la monarchie pour qu'elle lui octroie plus de pouvoirs, ou du moins qu'elle mette fin aux protections morales et structurelles établies par les sociétés paysannes traditionnelles, relativement autonomes et très diversifiées, opposées à la marchandisation à outrance. Entre le XVe et le XVIIIe siècle, l'État-nation aux mains des monarchies était encore balbutiant, il luttera contre l'autonomie des villes fortes qui tentaient de s'organiser en confédérations, comme nombre de villes italiennes ou allemandes et les *comuneros* de Castille. Cependant, après la victoire des États européens et malgré leur absolutisme et leur centralisme, comme en France, notamment après la révolution bourgeoise de 1789, ceux-ci ne s'étaient pas encore réalisés en tant que tels, n'ayant pas encore déployé toutes leurs facultés par rapport à l'État anglais.

Véritablement centralisé, celui-ci serait le premier et pendant longtemps, représentant en ce point un cas unique, à engendrer un système capitaliste et ce, depuis le début du XVIe siècle.

Ensuite, les impératifs compétitifs du marché international, dictés outre mesure par le capitalisme industriel anglais, obligèrent les autres pays à développer leurs économies, et par conséquent à adopter face à cette nouvelle menace ces mêmes principes capitalistes. Les États émergents voisins n'eurent d'autre solution que de fomenter le capitalisme par tous les moyens, ne serait-ce que pour assurer leur propre survie. Ainsi tous les États européens ayant une logique précapitaliste, allaient devenir par leurs colonies des agents de premier ordre en même temps que des vecteurs de transmission à travers le monde, favorisant la création en chaîne d'autres États-nations. En réalité, tant le capital national que l'international reposent sur les États-nations pour préserver la propriété privée et les conditions favorables à la création et l'accumulation du capital, en recourant si nécessaire aux forces répressives.²¹ Le rêve d'un État mondial ne convient pas au capitalisme, car rien ne lui réussit mieux que de répartir les pouvoirs administratifs et répressifs dans des secteurs plus localisés.

B. Plus sur son rôle et sa supposée utilité

L'État ne pourrait pas exister sans le Capital, étant donné que tout pouvoir dont il dispose ne peut fonctionner que si la grande chaîne du processus de valorisation des marchandises lui rapporte de l'argent. Dès que l'économie capote, l'État capote.

²¹ « Jusqu'à maintenant, il n'a pas encore été trouvé de soutien plus efficace que celui du vieil État-nation », auquel le capitalisme est historiquement lié, même s'il n'en est pas le créateur. »

Or le capitalisme ne peut vivre sans État, car il lui sert de médiateur dans les divers aspects de la vie quotidienne, notamment du fait de ses antagonismes structurels et fonctionnels qui nous divisent. À titre d'exemple, les syndicats que l'État reconnaît pour minimiser les inévitables affrontements de classe. *Dans une société amputée de sa communauté, la logique de la valeur se base sur les producteurs privés dépourvus de lien social entre eux, d'où la nécessité de créer une instance séparée qui se charge de l'aspect général. Ainsi l'État moderne naît de la logique de la marchandise. C'est l'autre facette de la marchandise ; les deux sont liés entre eux comme deux pôles inséparables.* »²² Mais une des raisons pour lesquelles l'État garde sa légitimité vis-à-vis de la plupart des personnes c'est que, dans l'opinion courante, il se confond avec le « bien public », les parcs, la santé, les voiries, etc. Or ce « bien public » n'est pas tel, il nous a été usurpé. Il est bien celui de l'État, ce dernier étant également une entreprise, quand ce dernier le brade à d'autres entreprises privées, il ne commet pas un acte de trahison, il est dans la logique capitaliste, à partir du moment où ce bien est valorisé dès le départ, il possède une valeur marchande. S'il s'agissait réellement d'un bien public, il serait hors de portée de la valeur, géré par les usagers eux-mêmes. Il s'agit là d'une grande confusion.

D'ailleurs, l'État est aussi le bras armé du capital, tant pour les opérations répressives « douces » ou « musclées » contre l'ennemi intérieur, c'est-à-dire le peuple, que pour « défendre » les intérêts propres de « son capital » à l'étranger (entreprises, y compris multinationales). Ainsi les catastrophes naturelles ou provoquées sont souvent utilisées à cette fin²³, toujours par la voie de l'État, servant à procurer des agents secrets, à financer les pots-de-vin et autres opérations mafieuses en vue d'accroître son emprise économique et financière (voir note en pied de page n° 22).

C. A l'assaut « du ciel »

Cette vision rétroactive nous permet de vérifier que l'État est le Capital, ou plus exactement que le Capital se cache derrière le rideau que constitue l'État. Par conséquent, toute tentative

²² Anselm Jappe : « La politique n'est pas la solution » 6 mai 2009 www.palim.psao.fr

²³ Naomi Klein : La stratégie du choc, montée d'un capitalisme du désastre Ed. Actes Sud 2010

d'assaut pour conquérir ce dernier, par les armes ou par urnes, ne serait qu'un leurre, une chose aussi absurde que de vouloir assaillir le Capital.²⁴

En réalité, c'est toute la *sphère politique*, éloignée du social et de la vie publique, accrochée à l'État et à ses organes, qui ajuste les rouages de la *méga-machine*, sans jamais la questionner totalement puisqu'entièrement dépendante de l'*économie*²⁵. Dans l'arène politique, la discussion tourne donc autour de la distribution des fruits empoisonnés du système marchand, la politique résidant dans le capitalisme et se résumant de façon toujours plus exclusive, à la politique économique et aux débats concernant le *fétiche* « hors sol », autonome que représente l'économie. De fait, soulever dans ces sphères d'autres thèmes cruciaux pouvant remettre en question l'« Etat-providence » tiendrait du suicide politique. On n'y aborde donc pas le pic pétrolier et ses conséquences, ni la décroissance, le TTIP, les risques de l'énergie nucléaire, etc. « Ne prenons pas le risque de perdre des votes... »

De même que l'État est l'autre face de la médaille du Capital, le bulletin électoral du « sujet » politique (durant quelques secondes et ce tous les quatre ans) est l'autre face de la marchandise humaine à vendre.

En conclusion : « Loin de servir de tremplin à l'émancipation humaine, voire de moyen d'expression pour ceux qui sont réduits à n'être que des citoyens, les « farces électorales » (pour reprendre Marx) ne sont qu'une caractéristique dérisoire de nos sociétés du spectacle. »²⁶

III. « Le triomphe » du capitalisme

A. *Du marxisme*

Les ambiguïtés, voire les contradictions, dans les œuvres de Marx et Engels ont eu des répercussions funestes dans les milieux révolutionnaires et progressistes, à tel point qu'une

²⁴ ...« L'existence de l'État comme instance séparée ou à part est un appel constant qui nous est lancé, une entreprise de séduction pour nous dévier vers la sphère séparée de la politique »... John Holloway p.222. Crack Capitalism

²⁵ Ne disposant pas de moyens d'intervention autonomes, la politique doit toujours avoir recours à l'argent et chaque décision qu'elle prend doit être financée.

²⁶ De l'homme considéré comme un être-pour-le-vote. Dialectique de l'émancipation démocratique. Gérard Briche www.palim.psao.fr

grande partie de leurs héritiers, les socio-démocrates, ont renoncé à se défaire du capitalisme et optent ouvertement pour « mieux le gérer ».

Actuellement, de nombreux théoriciens marxistes tentent, à juste titre, de sauver le Marx « ésotérique »²⁷, celui de la critique de l'économie capitaliste, une critique considérée par Bookchin comme « magistrale » en son temps. De ce fait, une « relecture » de son œuvre s'impose, pour saisir la richesse que ses propres contradictions lui confèrent, en distinguant bien cette facette opposée et obscure, mais aussi la plus développée, la plus vulgarisée, pour comprendre le parcours de la « gauche », son échec et ses actuelles dérives malignes. Car c'est surtout cette partie que de nombreux intellectuels marxistes de gauche ont retenue, et ce, depuis le début, contrairement aux anarchistes de l'époque. Ces derniers, bien que majoritairement en accord avec leurs analyses et problématiques²⁸, réfutaient, pour la plupart, son « matérialisme historique », son déterminisme économique, le capitalisme comme « mal socialement nécessaire », et surtout sa proposition de « dictature du prolétariat » face à laquelle ils se montrèrent des plus réticents.

Contrairement à la stratégie anarchiste qui consistait à exercer une pression sur la société là où s'exprimaient avec plus d'acuité les contradictions du capitalisme pour ouvrir des brèches qui déboucheraient sur la révolution, le marxisme, quant à lui présupposait l'instauration d'une « étape » historique favorable, celle des « conditions préalables ». C'est pourquoi Marx, fasciné par la capacité productive de l'industrialisation, appellerait de tous ces vœux au développement du capitalisme industriel au point d'accuser la bourgeoisie de lui faire obstacle. La révolution industrielle devait constituer une condition « technologique préalable » au passage au socialisme, grâce à un prolétariat désormais réduit par le capitalisme à son rôle de producteur, constitué comme classe, comme catégorie économique qui incarnait des intérêts économiques bien déterminés. Ce prolétariat « avancé », Marx devait lui attribuer le rôle messianique de « sauveur » de l'humanité²⁹, tout en méprisant le « lumpenprolétariat »,

²⁷ John Holloway et les critiques de la valeur.

²⁸ Bakounine lui-même considérait Marx comme son maître. Par la suite, de nombreux anarchistes ont également partagé cette téléologie stipulant que le progrès de l'humanité conduirait forcément à l'anarchie, au communisme.

²⁹ Un exemple des contradictions de Marx à cet égard : « À mesure que progresse la production capitaliste se développe une classe ouvrière portée par son éducation, la tradition et l'habitude à considérer comme les lois de la nature allant de soi les exigences de ce mode de production. » *Le Capital*, livre I, p. 829 de l'édition française, souligné par Claude Bitot dans *Repenser la Révolution* Ed. Spartacus 2013

ces ouvriers pas encore bien intégrés en tant que classe ouvrière. Il faut cependant rappeler qu'à partir du moment où s'était instauré le capitalisme, ces mêmes anciens paysans et artisans, inadaptés à la vie industrielle, allaient apporter davantage d'enthousiasme et de capacité créative à la quête d'une authentique cause révolutionnaire pour venir à bout du désordre capitaliste et créer un monde nouveau.³⁰ Ce fut le cas lors des révolutions à Paris en 1848 et en 1871, en Russie en 1917 en Espagne en 1936, précisément parce qu'ils constituaient une classe ouvrière instable et immature, qui avait encore des valeurs précapitalistes, pas encore domestiquée par la routine abrutissante de l'industrialisation³¹.

Mais peu à peu, pays après pays, à mesure que se consolidait le capitalisme dans les usines comme dans la société en général, à commencer par les pays du nord de l'Europe, dès 1850, la lutte des classes allait se cantonner dans un simple antagonisme de classes dans la société du capital, en quête d'une augmentation de salaire pour l'une, et du profit pour l'autre.³²

Le fait qu'un penseur tel que Marx aie pu concevoir qu'un « produit » élaboré par le capitalisme constituait en soi « le » sujet révolutionnaire peut paraître surprenant. D'autant plus lorsque cette classe ouvrière, devenue parti, s'emparerait de l'État pour exercer la dictature du prolétariat (un État qu'il avait condamné dans ses premières œuvres). Ce qui fut plus surprenant encore, c'est que ses disciples l'aient suivi pendant tant de temps, bien que de nombreux marxistes fussent de moins en moins convaincus de la capacité auto-émancipatrice

³⁰ « Au fond, l'essentiel des idées qui, pour nous aujourd'hui en tant que révolutionnaires, ont un intérêt, avaient déjà été formulées par le mouvement ouvrier avant Marx entre 1800 et 1848, principalement dans les journaux des premiers *trade-unions* anglais et dans les écrits des socialistes français ». Cornelius Castoriadis in *Domaines de l'homme*, Coll. « Ponts essais » Seuil 1999, p.103. Cité par Serge Latouche in *Pour en finir avec l'économie* dans un débat avec Anselm Jappe Ed. *Libre et Solidaire*.

³¹ Une illustration du désaccord fondamental entre les partisans de Marx et ceux de Bakounine fut la rupture de la première internationale « *En 1869, un débat divise l'AIT entre partisans de Karl Marx, favorables à la gestion centralisée de l'association et à la création de partis politiques, et les « anti-autoritaires » anti-politiques réunis autour de Mikhaïl Bakounine. En 1871, la défaite de la Commune de Paris et la répression qui la suit accentue le débat et provoque la rupture définitive entre ces deux tendances. Bakounine est exclu par le Congrès de La Haye en 1872.* » (Wikipédia)

³² En toute logique, c'est en Angleterre que sont apparus les premiers signes d'intégration de la classe ouvrière en tant que catégorie capitaliste. Bien que dans les années 1830-1840, les ouvriers luttèrent avec acharnement, et qu'à partir de cette époque, le socialisme leur importait moins que les augmentations de salaire. Ainsi, Engels, dans une circulaire de la 1^e internationale du 01/01/1870 choisie par Kostas Papaioannou (Les Marxistes, J'ai lu 1965 p.236), s'étonnait face à Marx de ce que les Anglais qui avaient « toute la matière nécessaire » pour la « révolution sociale », manquaient « d'esprit généralisateur et de passion révolutionnaire ».

du prolétariat. Ce constat de la part des partisans de Marx aboutit principalement à deux réponses différentes.

B. Du léninisme et de ses avatars

Lénine, en réaction au courant social-démocrate réformiste croissant, soulignant les limites de la conscience et de la compréhension de la classe ouvrière, allait donner une issue simple pour ne pas dire gordienne à ce paradoxe. Si cette classe ouvrière, en raison de sa position structurelle bien intégrée et identifiée comme force productrice du capital, était en pleine stagnation, ces « masses » allaient avoir besoin d'une force extérieure pour briser leur identité capitaliste, leur rigidité structurelle et leurs limites fonctionnelles. Cette force extérieure, le parti (miraculeusement non *contaminé* par le capitalisme) érigé en avant-garde révolutionnaire, allait se charger d'exercer cette force libératrice, menant la classe ouvrière à la victoire. Le parti « magique » était né, ce *sujet* allait se substituer au prolétariat transformé de fait en *objet*, dans sa mission historique consistant à guider le prolétariat vers la révolution et imposer le communisme. Le *marxisme-léninisme*, père de tous ces *ismes* (trotskisme, stalinisme, maoïsme, castrisme, guévarisme, chavisme, etc.) était né. Mais pour une plus grande efficacité, la structure du nouveau parti allait assumer les exigences des hiérarchies de pouvoir et de discipline communes à l'Église, l'armée et finalement celles de l'industrie capitaliste. Il ne faut donc pas s'étonner que ces avant-gardes, qui avaient pour mission historique de guider le peuple vers le paradis communiste, l'aient mené, à plus ou moins grande échelle, vers différents enfers, comme le goulag, et qu'un grand nombre de crimes aient été commis au nom du prolétariat et du peuple. Qui plus est, cette conception hiérarchique et autoritaire de la révolution a surtout renforcé l'ennemi. En fait, dans les pays empire, comme l'URSS et la Chine, le « socialisme réel » imposé aux populations n'a fait qu'instaurer l'accélération de l'accumulation primitive, par le biais du capitalisme d'État, de la méga-industrialisation forcée qui a eu des conséquences sociales et environnementales désastreuses, essentiellement pour nourrir la bureaucratie et une course aux armements disproportionnée.

Mais la responsabilité historique des dérives prévisibles de ces révolutions avant-gardistes, qui allaient déboucher sur ces économies de récupération capitaliste et ces catastrophes humaines, va au-delà de la consolidation économique de la mondialisation capitaliste. Cet échec représente l'amputation d'une part importante des facultés et aspirations collectives les plus élevées de l'humanité comme la possibilité de concevoir un monde de justice, de

fraternité et de bonheur humain et se battre pour y parvenir. L'autre face de ce désenchantement du monde représente la consécration du capitalisme comme système naturel, comme évolution logique et finale de l'histoire.

C. *De la social-démocratie*

En réalité, le léninisme a été conçu dans le même giron que celui du parti social-démocrate né en février 1849 en France après la répression de la révolution parisienne de 1848. Face aux partis de « l'ordre », « le parti des travailleurs et le parti de la petite bourgeoisie forment le parti social-démocrate » (Marx), première organisation politique du mouvement ouvrier qui revendique la conquête du pouvoir politique, contrairement à l'ensemble de l'organisation ouvrière de la 1^e Internationale (1864-1876).

Ayant gagné la plupart des pays du Nord de l'Europe, des tendances allaient cohabiter dans son giron jusqu'à la fin de la première Guerre Mondiale. Ces tendances étaient aussi diverses que celles de leurs porte-paroles : Engels lui-même, Lénine, Lasalle, socialiste non marxiste, le réformiste Bernstein³³, Jean Jaurès et Rosa Luxemburg, entre autres. À partir de 1896, toutes écoles confondues, la social-démocratie, à travers la I^e Internationale, consolidée en tant que parti de masse, allait se réclamer officiellement du marxisme, l'une de ses priorités étant, en toute logique, le droit de vote pour la classe ouvrière déjà organisée en importantes centrales syndicales bureaucratiques et légalisées. Celle-ci allait ainsi lui servir de courroies de transmission pour accéder au pouvoir et en retour, le prolétariat allait être davantage intégré dans la catégorie politique du capitalisme.

À l'apparition des crises cycliques du capitalisme, telles qu'en Allemagne pendant la période instable de 1918 à 1921, il n'est donc pas étonnant que les manifestations les plus claires du prolétariat émergent comme partie intégrante, voire comme défenseur de ce même capitalisme. Ainsi les centrales syndicales et leur parti social-démocrate allaient-elles laisser les forces répressives exterminer leurs frères de classe révoltés, leurs forces les plus vives et

³³ « La social-démocratie doit avoir le courage de s'émanciper de la phraséologie du passé et de vouloir être ce qu'elle est réellement : un parti de réformes démocratiques et sociales. » Eduard Bernstein en 1899 . Claude Birot dans l'opus cité.

les plus radicales. Et le gauchiste Otto Rhüle de conclure avec amertume que le rôle du prolétariat a été une fois de plus de « sauver la bourgeoisie »³⁴.

Ces événements, entre autre, comme le soutien nationaliste qu'ont apporté les partis socio-démocrates respectifs dans le combat désastreux et meurtrier de la Première Guerre Mondiale de 1914-18, ainsi que la révolution russe (1917), allaient précipiter le schisme de la social-démocratie entre 1919 et 1921. Ainsi Lénine, avec Zinoviev, allait-il créer la II^e Internationale, l'internationale communiste, dont allaient définitivement s'éloigner les courants sociaux-démocrates en 1923. Cependant, ces derniers allaient continuer à se dire marxistes, du moins jusqu'à la fin de la II^e Guerre Mondiale, plus comme une « radicalité » culturelle, tout comme aujourd'hui, après avoir renié le Marxisme, ils continuent tout de même à se dire de gauche.

D. De la gauche

En fait, tout est parti d'une anecdote transformée en coutume et en dogme et à laquelle se raccrochent encore beaucoup de gens comme à un qualificatif, quasiment synonyme d'anticapitaliste, terme que n'ont jamais employé les premiers marxistes et encore moins les anarchistes. Donc, la *droite* dans le « jargon parlementaire » français du début du XIX^e siècle, monarchique, était associée au groupe de partis qui soi-disant défendaient les intérêts de l'aristocratie foncière et la hiérarchie catholique. La *gauche* de l'hémicycle parlementaire, également divisée, était le lieu de rencontre des libéraux et républicains, qui soutenaient la bourgeoisie industrielle et la classe moyenne, qui favorisaient les « libertés nécessaires ». Quant à l'aile socialiste, elle a su maintenir son indépendance à cet égard, jusqu'à la I^e Guerre Mondiale, et plus encore les syndicalistes révolutionnaires.

Il convient de rappeler à ces partisans des gauches et autres *progressistes* que les deux répressions de classe les plus atroces et meurtrières, en ce qui concerne le mouvement ouvrier en France, furent l'œuvre de gouvernements libéraux ou républicains et par conséquent, de gauche. La seconde étant la répression de la Commune de Paris, entre les mains de Thiers, en mai 1871. Parler d'alliance avec la gauche, c'est-à-dire avec les bourreaux, pour les sociaux-démocrates dans ce cas, aurait été pour le moins indécent et tout à fait impensable.

³⁴ « Repenser la révolution » Claude Birot, p. 48

Néanmoins, cette impossibilité allait devenir réalité à la veille de l'affaire Dreyfus³⁵. Quatre ans avant le début de l'affaire, et à la veille d'un coup d'état de la droite monarchique, des socialistes du Parlement allaient négocier un compromis *provisoire* de « défense républicaine ». De provisoire il n'eut pas grand-chose, puisqu'il allait être institué dans l'acte fondateur de la *gauche*, c'est-à-dire le point de départ qui allait conduire à vider la social-démocratie de son prétendu contenu « ouvriériste » et populaire en échange du nouveau champ libre d'un concept éthéré appelé « progrès ». C'est seulement à partir de la II^e Guerre Mondiale que le Parti Communiste allait se cacher derrière cette obscure dénomination.

Il est paradoxal que la gauche actuelle, en renonçant à se débarrasser du capitalisme il y a déjà plus d'un demi-siècle, ait réussi l'un des tours de passe-passe politiques les plus singuliers de l'histoire : un saut périlleux en arrière pour retrouver la place de la gauche originelle, celle-là-même que combattaient les socialistes parlementaires.

E. La magie de la surconsommation : des « 30 glorieuses »

Mais au-delà de la mascarade parlementaire, de ses clowneries électorales dans la société du spectacle, comme l'a appelée à juste titre Guy Debord, les résultats obtenus par ce double jeu politique et syndical ont été essentiels pour renforcer la société capitaliste.

Avant la II^e Guerre Mondiale, le prolétariat, pourtant bien assimilé en tant que catégorie productive du capital, dans la majorité des pays européens et d'Amérique du Nord, souffrait toujours d'un niveau de vie peu élevé, à peine suffisant pour sa fonction à l'intérieur de la machine industrielle. Mais il était de fait coupé de la richesse matérielle, apparaissant comme une classe exclue de la société capitaliste. Une fois la guerre finie, et grâce à l'aide du capitalisme nord-américain, des revenus de l'« extraction coloniale », mais également en raison de la pression du « péril rouge » soviétique, intérieur plus qu'extérieur, le capitalisme européen de la zone ouest allait pallier à cette « anomalie ». Ainsi, via l'État, dans le style keynésien le plus pur, le capital allait-il mettre en marche une série de mesures sociales jamais appliquées jusqu'alors et cela, jusqu'aux années 1973-75, pendant cette période appelée « l'âge d'or » de la social-démocratie ou les trente glorieuses. L'État se présenta sous son visage le plus doux, que l'on appela « État providence » ou encore « État social », et qui mit en œuvre une série de mesures telles que la sécurité sociale, la retraite, l'indemnisation

³⁵ Guy Debord : La société du Spectacle Folio 1996

chômage, les allocations familiales, l'augmentation de salaire, et une nouveauté : des systèmes de crédit à la consommation. Par la suite, les centrales syndicales allaient s'approprier ces mesures, déclarant qu'elles avaient été obtenues après de « dures luttes », alors qu'en réalité elles étaient le fruit de négociations entre elles, l'État et le patronat. En parallèle, le capitalisme poursuivait ses innovations dans la modernisation de ses forces productives d'un côté, en les augmentant de façon considérable et de l'autre, en diversifiant encore plus ses productions. La lutte de la classe ouvrière s'était ainsi transformée en une volonté de gagner encore plus pour pouvoir acheter encore plus. La boucle était bouclée et la classe ouvrière était devenue une classe de capital de plein droit.

F. Le détournement des énergies positives par la Politique

Donc, quel que ce soit le parti qui prend les rênes de l'État, il suit les règles que lui dicte le capital, et c'est le rôle historique qu'a accordé le capitalisme à l'État et qui lui est inhérent : médiatiser les conflits de classe, en négociant d'abord puis en réprimant au besoin (ou le contraire), socialiser les pertes et privatiser les bénéfices des entreprises et des banques, ou de l'État, aider à intégrer de plus en plus tous les espaces et les fonctions humaines dans le cercle de la société de marché, préserver l'individualisme, le fétichisme du travail et de l'argent, promouvoir la compétitivité, ouvrir de nouveaux marchés à l'intérieur et à l'extérieur du pays, par la séduction ou par la violence, etc. La liste de ses fonctions n'en finit pas...

Cependant, malgré une telle évidence historique, non seulement de l'élaboration simultanée de l'État dans la construction et le perfectionnement du capitalisme, mais également de l'échec fracassant de n'importe quelle tentative pour l'utiliser contre le capital, les sirènes de l'État continuent à attirer beaucoup de personnes en quête de changement, comme par le passé. Bien que nous ignorions jusqu'à quel point ce désir de changement est celui d'un changement radical, de la suppression du capitalisme ou simplement de ses symptômes les plus visibles, pour soi-disant continuer à « mieux » le gérer. Mais il est évident que pour n'importe quelle réforme « progressiste », en supposant qu'elle puisse être menée à bien, l'État a besoin de liquidité, c'est-à-dire de l'ensemble des catégories du capital qui permettent de créer de la valeur et de la plus-value. On a beau réfléchir, l'État dépend du capital pour garantir les conditions de la reproduction de la société capitaliste. Ses meilleurs promoteurs étant les partis désireux de prendre ses rennes, des mini états en puissance, payés par l'État.

Les plus nuisibles et les plus funestes pour les mouvements émancipateurs sont ceux qui prétendent allier l'eau et le feu, c'est-à-dire l'État et ses ramifications, (comme les

municipalités) d'une part, et les mouvements comme le 15M (les Indignés espagnols) par exemple, qui scandaient « Personne ne nous représente », « un peuple uni n'a pas besoin de parti », les anti-expulsions ou les anarchistes et leurs mouvements assembléaires, d'autre part.

Ce but est l'une des plus grandes ambitions de certains partis de l'État espagnol qui va du Parti Anticapitaliste intégré à Podemos, à ceux du Municipalisme intégrateur d'Ada Colau, de Ganemos Madrid, etc.

G. Le syndicalisme révolutionnaire de nos jours : une illusion

Au sein du mouvement anarchiste ibérique, jusqu'à récemment, il était presque injurieux de critiquer le mouvement ouvrier et plus encore l'anarcho-syndicalisme. Cependant, nous nous devons de rester lucides sur notre propre histoire, si nous voulons réellement sortir du mysticisme qui entoure les exploits de l'anarcho-syndicalisme le plus puissant de toute l'histoire de la planète, ayant abouti à la plus grande révolution jusqu'à aujourd'hui (Guy Debord) pour chercher et trouver des solutions qui ne retombent pas sur les mêmes écueils.

Il est intéressant de voir le parcours idéologique qui s'est développé avec l'évolution du monde du travail et de la société capitaliste durant le demi-siècle qui sépare l'arrivée de Fanelli en Espagne, voire avant, jusqu'à la défaite de mai 1937.

Puisant ses racines dans une longue tradition communaliste de luttes et d'autonomie paysannes, d'une société relativement hors de portée de l'État, l'anarchisme a su préserver pendant longtemps ces traditions d'intégrité morale, qui, bien que voulant exproprier les riches, haïssaient leurs richesses et le luxe des classes supérieures. C'est ce qu'exprime Gerald Brenan³⁶ dans : « L'anarchisme espagnol, comme le carlisme, revêt une connotation traditionnaliste, exprime dans une certaine mesure une nostalgie du passé et symbolise la résistance à la tyrannie qu'exercent sur l'homme la société capitaliste et l'asservissement vers la vie industrielle. »

De 1869 jusque 1914 au moins, cette approche reste prédominante dans l'anarchisme du territoire espagnol. Le témoin de son évolution est sans aucun doute Diego Abad de Santillán, l'un des intellectuels les plus influents dans l'anarcho-syndicalisme espagnol, la CNT, créée en 1910. Celui-ci a pendant longtemps « préféré la municipalité rurale et s'était opposé à la

³⁶ « Le labyrinthe espagnol » Gerald Brenan Ed Livrea 1984

domination du *syndicat* dans le mouvement anarchiste ».³⁷ Il écrivait ainsi, toujours en 1931 : « L'industrialisme moderne, à la façon de Ford, est du pur fascisme, un despotisme légitimé. Dans les grandes usines rationalisées, l'individu n'est rien, la machine est tout. Ceux d'entre nous qui aiment la liberté ne sont pas seulement ennemis du fascisme étatique mais également du fascisme économique. »³⁸

Deux ans plus tard, il opérait une volte-face spectaculaire et décrivait « l'industrie moderne comme source de fierté de l'espèce humaine liée à la domination de la nature. Il notait en l'approuvant que la taylorisation avait éliminé « *les mouvements improductifs de l'individu* ». Puis il vantait l'usine Ford « *dans laquelle la spéculation a pris fin, la santé du personnel est garantie et les salaires augmentent. Le résultat est préférable à celui d'une minuscule entreprise à Barcelone* ». ³⁹

Ce revirement de Santillán n'est pas isolé, une grande partie des personnes les plus influentes de la CNT, du secteur plus syndicaliste, auxquelles s'opposèrent les différents courants plus rebelles et en rien disposés à se plier aux rythmes exécrables et inhumains de l'industrie capitaliste comme le suggérait Santillán : « *Le rythme humain ne détermine pas celui de la machine ; c'est celui de la machine qui détermine celui de l'homme. [...] Le localisme économique est passé et il doit passer, là où ce n'est pas encore fait, au musée des antiquités. L'organisation de l'usine, et non pas la commune libre – reliquat de « visions périmées » [...] –, ni le groupe d'affinité, doit être le noyau de la société anarchiste future.* »⁴⁰

Contrairement à sa finalité constitutive initiale de 1910 qui était celle d'un outil de lutte et de résistance, la CNT, lors de son troisième congrès en 1931, allait marquer un changement d'orientation pour adopter ce courant qui allait s'imposer au sein de la CNT, pendant la révolution de 36, jusqu'à recourir à l'État avec ses propres ministres. Le Syndicat de l'industrie, conjointement avec la Fédération Nationale de l'Industrie en plus de représenter un outil de résistance au capitalisme, allait le remplacer dans l'hégémonie et la direction de la société. Par conséquent, « le lieu de travail « *doit remplacer toutes les formes politiques*

³⁷ La revue : « Sortir de l'économie » n°4, 2012, p.33

³⁸ Ibidem,

³⁹ Ibidem

⁴⁰ « Tiempos Nuevos » du 5 septembre 1934 cité dans « Sortir de l'économie » n° 4 p. 34

d'association », ce qui ne pouvait qu'être en opposition avec la culture populaire des quartiers empreinte de liens directs et émotionnels. ».⁴¹

Bien sûr, ces résolutions témoignaient d'une volonté ferme et inébranlable d'éliminer le fléau de la misère de la carte du territoire espagnol, mais en même temps ces dispositions inscrivaient la CNT dans une logique théorique que partageaient les secteurs plus révolutionnaires du syndicalisme européen,⁴² à savoir la mission historique du prolétariat conçue par le marxisme traditionnel, comme fossoyeuse du Capital. Une critique du capitalisme réalisée à partir du Travail.

Cette approche minimaliste à l'heure d'analyser le Capitalisme, un « anticapitalisme tronqué », fut une erreur historique qui mena la CNT dans une impasse, mise en évidence par la suite pendant toute la révolution de 1936, à l'exception sans doute des collectivités d'Aragon.

Le capitalisme fut analysé uniquement comme un système d'exploitation d'une classe par une autre, dans lequel cette dernière emporte toute la richesse sociale au détriment de l'autre, grâce à la propriété privée des moyens de production, garantie par l'État. Il suffisait donc d'éliminer l'État et la propriété privée pour arracher les moyens de production aux capitalistes et répartir la richesse entre tous les individus. Mais s'il était clair que l'on rejetait la domination sur le lieu de travail, la domination du travail en soi, comme facteur de domination, n'était pas remise en doute, mais plutôt sacralisée. Contrairement au concept préindustriel de répartition du travail et des biens, grâce à un vaste éventail de coutumes, de liens traditionnels etc. avec le capitalisme, les êtres humains ne consomment plus ce qu'ils produisent en tant que communauté, mais ils produisent et consomment des marchandises en vue d'acquérir d'autres marchandises, par le biais du travail, de sa partie abstraite, de sa valeur, de l'argent. Le travail est donc indispensable et devient une pièce maîtresse du commerce, peu importe le domaine, qu'il s'agisse de jouets ou de bombes, et non pas en fonction des vrais besoins. Par ailleurs, le lieu de travail, ayant été initialement créé par le capitalisme en vue d'une efficacité productiviste, la société se retrouve pieds et poings liée à la volonté de l'industrie, en vue de satisfaire toute la population.

⁴¹ La revue : « Sortir de l'économie » n°4, 2012, p.34. Cette opposition s'est manifestée dans les affrontements continus qui eurent lieu depuis le début de la révolution, surtout à Barcelone, et qui culmina avec la révolte de mai 1937. Voir l'historien Guillamón.

⁴² Voir les thèses de Pierre Besnard en France.

Ainsi pendant la révolution en viendrait-on à faire l'éloge du productivisme, du taylorisme, en plus du Travail, considéré comme un sacrifice volontaire, même après la chute du capitalisme.

Santillán citait déjà la société de consommation dans l'éloge de l'automobile : « Il n'y a pas si longtemps, l'automobile était une rareté qui excitait l'envie partout où elle passait. Aujourd'hui, c'est un véhicule quasi-prolétarien indispensable et qui doit être à la disposition de tous, absolument tous les habitants d'un pays qui en ont besoin. »⁴³

Avec ce discours, il n'est pas étonnant que le ministre de l'économie de la Generalitat de l'époque, Fábregas, se soit inscrit à la CNT.

Ces petits rappels historiques ont en fait pour but de nous faire comprendre que nous ne pouvons pas continuer à penser l'anticapitalisme à partir de catégories qui lui sont inhérentes. Nous avons vu que nous ne pouvons pas penser l'anticapitalisme à partir de l'État et si cela semble une évidence pour beaucoup, ça n'est pas le cas pour le syndicalisme qui est toujours considéré comme un outil anticapitaliste alors qu'il constitue en réalité une pièce importante de ce même capital. Le syndicalisme, une fois son secteur révolutionnaire du début éliminé ou ses réminiscences criminalisées (affaire Scala à Barcelone le 15/01/1978), constitue, pour ses revendications salariales, un moteur et un stimulant pour le Capital. Il oblige ainsi le capitaliste à réduire les coûts de production, dans sa logique structurelle, et à investir toujours plus dans les innovations technologiques, ce qui a pour effet de réduire de plus en plus les effectifs. Ensuite, les intérêts des classes ouvrières, divisées et sous-divisées en sous-classes, dépendent de la classe capitaliste, puisqu'ils fluctuent selon le bon rendement des différents secteurs d'activité. C'est comme si on était dans une partie de ping-pong, les deux sont immergés dans une même logique productiviste, le patronat pour son implacable besoin de compétitivité sur les marchés et les ouvriers pour conserver leur poste de travail. Un bon exemple de cette dualité circulaire est celui de l'obsolescence programmée car si les produits étaient durables, il y aurait moins d'emplois. C'est pour toutes ces raisons que les grandes centrales syndicales tournent autour de l'autre pôle du Capital, l'État, qui les subventionne.

Il ne s'agit pas non plus là de taper sur le syndicalisme de manière aveugle, du moins contre son secteur le plus combatif parce que tant qu'il y aura des classes, il y aura des luttes de classe, mais il est évident que nous devons tourner le dos au rôle central qu'il eut jadis et le

⁴³ Santillán 1936 dans la revue : « Sortir de l'économie » n°4, 2012, p.37

redéfinir comme davantage un outil de défense et de lutte, au même titre que les autres collectifs.

H. De l'ultime virage, la dernière mutation du Capitalisme.

Un aggravant de plus pour le syndicalisme, sans doute plus criant encore pour celui-ci que pour les autres collectifs de lutte, est sans conteste la mise en place par l'Etat et le patronat à partir des années 70, d'un management du travail à l'anglo-saxonne, dans les entreprises tant privées que publiques et la désagrégation du travail en commun. Le nouveau paradigme restant la méritocratie incarnée par l'auto-exploitation versus le statut de « travailleur indépendant ». Et ceci dans tous les pays constitutifs de la zone piétonne du capitalisme avancé, auparavant industriel et aujourd'hui rentré dans une phase d'agitation commerciale extrême tous azimuts. « Open 24h sur 24 et 7 jours sur 7 », contrats précaires, travail avec obligation de résultats, contrôlés via l'informatique et primes à la performance, d'où une compétition effrénée parfois jusqu'au cœur même de l'entreprise (au point de déstabiliser l'indispensable coopération entre les ouvriers, au grand dam des propres chefs d'entreprise), et même et en toute logique, compétition « du soi à soi »⁴⁴, etc..., tout cet ensemble accouche d'une société capitaliste à la Thatcher : « L'économie est la méthode, l'objectif est changer l'âme », d'une déliquescence sociale où la plupart des « prolétaires responsables de leurs performances » souffrent du syndrome du « burn-out », autrement dit d'un épuisement psychosomatique extrême doublé d'une culpabilisation des perdants menant de plus en plus souvent au suicide⁴⁵. Le capitalisme a changé le décor et de méthodologie et dans le jargon de l'économie politique il s'appelle désormais néo-libéralisme, avec une implication juridique majeure de l'Etat, après sa phase libérale (XIXème, début du XXème), mais c'est la logique évolution *de l'hydre capitaliste* : dans le fond, et sous ses habits neufs, il reste le même, avec sa même et implacable logique. Pour tous les virages amorcés par ce dernier dès sa naissance

⁴⁴ Voir P. 13 « La Nature de l'entraide » Pierre Kropotkine et les fondements biologiques de l'anarchisme. De Renaud Garcia ENS Editions.

⁴⁵ « *Chacun est maître et esclave de soi-même. Aussi la lutte de classe se transforme-t-elle en une lutte interne individuelle : celui qui échoue s'en accuse lui-même et en a honte. Il s'interroge plutôt que de questionner la société.* » Byong-Chui Han Cité par Marilú Zamora dans le journal Kairos : www.kairospresse.be

au XVI^{ème} siècle, les étapes précédentes posent les conditions pour la suivante et comme nous l'avons vu pour le passage du capitalisme agraire à l'industriel « *c'est la synergie, à l'intérieur d'un ensemble de techniques cohérentes, qui forme un système technique, c'est-à-dire une série d'interdépendances techniques entre secteurs économiques clef* ». La fulgurante ascension de l'informatique à partir des années 70 accompagné d'un marché saturé dans les pays occidentaux a sans doute constitué un terreau favorable à cette évolution. Face à cette saturation, les flux financiers ont pris leur envol, le capitalisme vendant désormais surtout du futur, du vent, tout comme il vend des armes ou des désirs, colonisant du coup les subjectivités dans notre vie quotidienne et ce, dans le monde entier, et fabriquant les sujets les plus aptes à lui procurer des bénéfices le plus immédiatement possible. Mais rien n'aurait pu faciliter cette souplesse dans l'accélération du phénomène vente/achat qui colonise nos vies sans la considérable mondialisation de l'informatique, de la carte de crédit et le tout combiné à Internet et au portable.

Le fait que le Capitalisme en soit arrivé à être un « fait social total » comme l'affirme Mauss avec raison, ne doit cependant pas masquer la centralité du problème, qui est de fait la destructivité de la vie poussée à son paroxysme par la nature profonde et structurelle de ce même Capitalisme. Or la société du spectacle qu'il a induit nous conduit, par le brouillage informatique des cartes de la consommation tous azimuts, et par le manque de recul, à perdre de vue la constitution et structure même du Capitalisme dans lequel nous sommes immergés, tel que nous venons de le voir, et disperse nos énergies à essayer de guérir l'inguérissable. Dans le grand éventail des bonnes volontés pour « changer » nous retrouvons certes, comme nous l'avons vu, les anticapitalismes tronqués, politiciens professionnels ou autres, mais aussi les « défenseurs de l'environnement », les pourvoyeurs de l'aide humanitaire, etc... toutes ces personnes focalisant sur les effets collatéraux, tout en esquivant la question centrale de la structure déterminante. Or comme nous dit David Graeber : « Si nous imaginons le capitalisme comme un jeu, c'est une chose de se lamenter sur le sort des perdants, ou de souligner que la plupart des joueurs vont perdre. C'en est une toute autre que de dire que le jeu détruit jusqu'à l'âme des vainqueurs eux-mêmes. Dire cela c'est considérer que le jeu n'a aucun intérêt. Même la récompense est mauvaise⁴⁶. »

⁴⁶ Cité par Renaud Garcia dans « Le désert de la critique » Ed. L'échappée page 148

C'est bien d'une telle ambition révolutionnaire qui n'accepte pas les règles du jeu qu'il nous faut nous doter. Et les règles du jeu ce sont précisément les structures intrinsèquement antinaturalistes du capitalisme, celles dont on veut se défaire tout en élaborant les nouvelles, porteuses d'espoir et de vie, car comme nous le rappelle Henri Laborit : « Tout étant lié, de la physique moléculaire à la sociologie, et à l'économie politique, le rôle de l'Homme serait d'abord la recherche des structures, c'est à dire des relations existant entre les éléments qui composent les aspects variés de l'ensemble spatio-temporel auquel il appartient. » « L'esthétique... comprise comme une recherche des structures, c'est à dire de l'ensemble des relations existant entre l'ensemble de nos connaissances, est la seule façon, nous semble-t-il, qu'ait l'homme de s'harmoniser avec la nature, de s'y fondre, tout en restant lui-même, c'est à dire conscient de cette harmonie. »..... « L'efficacité consiste en fait, à accorder ses actions à la structure du monde, structure qui devient la recherche essentielle et jamais finie de la vie humaine. Elle ne s'inspire du passé que pour mieux formuler l'avenir. Elle s'insère dans la durée et non dans l'instant. »⁴⁷

⁴⁷ Henri Laborit « Biologie et structure » p. 13-14 Folio Essais, Gallimard 1968

LES MOYENS ADAPTÉS POUR SORTIR DU « CAPITALISMOCÈNE⁴⁸ »

I. La situation actuelle : (les forces en présence)

A. *Nous situer dans l'histoire : les ciments de la construction*

Nous partons du postulat philosophique, partagé par les différents courants du socialisme originel et en particulier l'écologie sociale, selon lequel l'évolution de notre nature humaine repose sur les liens tissés avec nos semblables et ce depuis la conception même. Que la qualité (empathie, affection, soutien mutuel, etc., ou leur absence) et l'intensité (ou la fragilité) de ces liens de réciprocité déterminent le type de société⁴⁹ et la relation que celle-ci entretient avec la nature, avec la biosphère. Nous nous trouvons donc aux antipodes de la conception libérale de l'être humain en tant que pièce indépendante, maîtresse d'elle-même, qui passe des contrats ponctuels avec ses semblables dans son propre intérêt et de façon calculée.

D'autre part, pour l'écologie sociale telle que Murray Bookchin la définit, les désastres écologiques trouvent leur origine dans les injustices sociales. C'est pourquoi elle porte une attention particulière à l'histoire en tant que trame et voie essentielle de l'enquête pour appréhender l'origine et l'évolution chronologique, pas pour autant linéaire, de la domination (à commencer par le genre, l'âge, etc.), des injustices, de la société de classes, du marché et du capitalisme. Cette même histoire qui nous a conduits au point critique où nous nous trouvons :

⁴⁸ Nous sommes entrés dans « l'Anthropocène », nous serions collectivement, en tant qu'espèce humaine, responsables du dérèglement climatique, d'une extinction massive des espèces, d'une déforestation tropicale et d'une destruction des environnements sans précédents, d'une pollution et d'une érosion historiquement inédites. Peut-on vraiment incriminer un Anthropos indifférencié, une espèce complète, et en appeler à un « bon Anthropocène » techno-scientifique et à un capitalisme « vert » ? Et s'il s'agissait plutôt, comme l'affirment Andreas Malm, Jason Moore, John Bellamy Foster et des auteurs issus du courant dit de « critique de la valeur », d'un Capitalocène, d'une dynamique socio-historiquement spécifique aux conséquences écologiques également spécifiques, celle du capitalisme, et appelant donc à une sortie conjointe de « l'Anthropocène » et du capitalisme ? (Source Palim Psao)

⁴⁹ À leur tour, les « sociétés saines » favoriseront les liens d'empathie tandis que les « sociétés aliénées », au contraire, entraveront ces liens dès la naissance, voire avant. Voir à ce sujet : Michel Odent, « Votre bébé est le plus beau des mammifères » et Casilda Rodríguez.

le capitalisme comme totalité et totalitarisme, destructeur à la fois des liens sociaux et des écosystèmes dont nous sommes issus en tant qu'espèce et que société. Mais combien de temps pourrions-nous encore conserver notre intégrité sociale, et par conséquent individuelle, ainsi que celle de notre environnement naturel ? Il suffit de voir l'antagonisme entre la nécessité vitale du capitalisme de viser une croissance illimitée et l'épuisement des ressources naturelles qui en découle, la destruction des écosystèmes, le tout s'accompagnant de l'exclusion massive de millions de personnes qui ne lui sont plus utiles pour assurer sa reproduction.

L'écologie sociale, à travers son enquête critique et minutieuse, toujours dans le but d'enrichir nos réflexions, nous permet de mettre en évidence les mécanismes qui peu à peu au cours de l'histoire encouragent, déterminent et instaurent la société la plus destructrice de tous les temps. Elle nous permet également de considérer l'histoire comme une dynamique dialectique ouverte, ce qui nous offre la possibilité de rejeter catégoriquement une vision linéaire et déterministe de celle-ci, aussi bien que sa fin annoncée par ses disciples libéraux, qu'ils s'appellent Thatcher ou Fukuyama.

La connaissance de l'anthropologie, de l'ethnologie comme partie intégrante de l'histoire, celle des peuples pré-alphabétisés, nous permet de découvrir un monde de « sociétés saines », par opposition à nos « sociétés aliénées », même si certaines renferment déjà les germes annonceurs de la domination. Heureusement, au cours de l'histoire et depuis les débuts du capitalisme jusqu'à présent, ces dynamiques de dialectique ouvertes nous ont permis d'entrevoir des fissures qui nous rapprochent de ces « sociétés saines »⁵⁰, c'est-à-dire libérées de l'aliénation. Des indices de ce que nous pourrions appeler des sociétés autonomes (Castoriadis), des brèches à l'intérieur même du capitalisme, pour reprendre l'expression utilisée par Holloway pour qualifier ces tentatives révolutionnaires d'inverser le cours de la société. Ces brèches se sont incontestablement refermées, mais elles ont laissé une piste semée de graines et d'empreintes riches en enseignement. De nouvelles brèches naissent ici et là avec de plus en plus de pertinence (Chiapas, Rojava, etc.). C'est cette connaissance des avancées dans la bonne direction, sans perdre de vue la mauvaise, qui nous permet de renforcer notre conviction qu'un autre monde est possible, surtout lorsque nous relient ces brèches à des structures et pratiques toujours vivaces, héritées du passé (par exemple les

⁵⁰ Erich Fromm : « Sociétés saines et sociétés aliénée, Psychanalyse de la société contemporaine » Ed. Courrier du Livre 1971

conseils ouverts). Ce sont toutes ces brèches, unies dans une continuité, qui constituent notre référent, le noyau dur/actif et le point de départ/le cœur de notre conviction et de notre détermination pour effectuer nos premiers pas, miser, ici et maintenant, sur une société post-capitaliste.

B. Nous situer dans le présent : voir et bien se situer pour se mettre en marche.

Il est vital et indispensable d'avoir une compréhension la plus exhaustive possible du terrain que nous foulons, des marges d'action dont nous disposons et des zones marécageuses à éviter, grâce à toutes les connaissances à notre portée. Il est également important de prendre conscience que nous faisons partie du problème et que nous nous laissons entraîner autant comme victimes inconscientes que comme acteurs prétendument conscients. Une prise de conscience qui nous permet d'être humbles et d'apprendre de quelle façon entreprendre la marche et s'appuyer sur les mouvements déjà en route tout en les soutenant. C'est la condition « sine qua non », la possibilité la plus judicieuse pour une action fondatrice à longue portée et de large spectre, capable de « contenir de nombreux mondes ». Ainsi préparés, nous réduirons nos chances de tomber dans l'abatement à court terme ou de revivre les défaites de nos aïeux, ouvrant ainsi la voie de la construction et de l'espoir. Car la défaite est un « luxe » que nous ne devons plus nous permettre en ce XXI^e siècle. La dynamique de pression du capitalisme est trop forte et rapide, et si nous ne parvenons pas à entamer de suite ce chemin encourageant, il sera trop tard pour créer à nouveau des conditions permettant de conserver l'intégrité de l'humanité et d'effacer l'empreinte écologique du capitalisme du désastre. Nous ne sommes pas défenseurs du catastrophisme, qui sert aussi bien le capitalisme que ses détracteurs⁵¹, mais nous ne pouvons cesser de voir les millions de personnes ne servant plus à sa reproduction (deux mille millions, d'après la dernière enquête du FBI) et le pic pétrolier qui se confirme déjà. La baisse de cette énergie bon marché entraînera une chute de la capacité productive à tous les niveaux, mais touchera surtout les secteurs du transport et de l'alimentation étant donné que le pétrole est l'engrais de l'industrie agricole.

⁵¹ Tel un serpent qui se dévorerait par la queue, le capitalisme se nourrit du catastrophisme et de surcroît, il se pose comme sa propre alternative (capitalisme vert, économie circulaire, *coaching*, thérapies, etc.) en s'alimentant de ses propres désastres.

Il est indéniable que le système capitaliste court à l'effondrement et par conséquent à sa perte, mais ce n'est pas une consolation pour nous, car si nous ne sommes pas préparés, ce qui nous attend est peu encourageant et pourrait même s'avérer encore pire, comme les scénarios de bandes armées de type féodal, se battant à mort les unes contre les autres, etc. Bookchin en venait à dire que si nous ne faisons pas aujourd'hui l'impossible pour vaincre, nous nous retrouverions face à l'inconcevable.

Loin de vouloir soigner un malade inguérissable, comme semblent vouloir le faire tous les sociaux-démocrates confondus, il s'agit d'aller au-delà et de la façon la plus résolue. Il est vrai que de nos jours il est plus facile d'imaginer la fin du monde que celle du capitalisme. Le seul imaginaire possible, la seule ouverture imaginable pour les « officiers du capitalisme » est celle d'appeler à davantage de techno-science déchainée, rationaliser l'affectivité humaine et l'adapter à un monde synthétique avec prothèses de toutes sortes, comme le proposent le trans-humanisme et le cyborg. Dans le meilleur des cas, pour remplir ce vide d'imagination : « On pourrait faire face à la disparition de l'humanité grâce à la colonisation d'autres planètes » comme le proposait Stephen Hawkins dans le journal *El Mundo* le 21 de septembre 2014. Sans commentaires.

C. Oser un nouvel et indispensable paradigme post-capitaliste : un horizon qui avance à mesure que nous nous en approchons

« On a créé la conviction que notre paradigme est le seul possible. C'est la première transition qu'il faut faire ; sans elle, les autres échoueront ».

C'est ainsi que Turiel⁵² se fait l'écho des paroles prononcées le 27 mars 1986 par Cornelius Castoriadis : « ... Cela s'applique aussi bien à la société qu'aux individus : il y a 30 ou 60 ans, les gens de gauche nous parlaient du Grand Soir, ceux de droite, du progrès indéfini, etc. Aujourd'hui, personne n'ose exprimer de projet ambitieux, ni un tant soit peu raisonnable, qui ne s'arrête pas au budget ou aux prochaines élections⁵³... »

Ce manque de perspectives, lié à l'insignifiance de la vie dans la société capitaliste, lié à l'absence de communautés de vie à laquelle nous appartenons et identifions, crée une « crise identitaire » sur laquelle nous reviendrons à plusieurs reprises.

⁵² Scientifique et chercheur espagnol spécialisé dans le domaine de l'énergie

⁵³ Débat sur la BBC entre C. Castoriadis et Christopher Lasch

Heureusement, six ans après ce lucide constat de Castoriadis, la révolution zapatiste éclatait dans le Chiapas, allumant une nouvelle lueur d'espoir. Une bougie qu'ils entretiennent depuis 1994, telle un nouveau paradigme, grâce à l'audace de leur proposition de projet internationaliste pour le monde : « un monde contenant de nombreux mondes ». (la *Sexta*).

Il nous appartient désormais à toutes et à tous de consolider cet ambitieux projet, avec nos propres problématiques et outils, dans cette zone piétonne du capitalisme, même si nous nous rangeons majoritairement dans cette classe moyenne ambiguë, entretenue par le capital entre promesses d'ascension et menaces de finir en enfer, lui-même situé dans les marges de sa zone piétonne. Nous ne pourrions avancer et serons condamnés à rester sur la défensive et à la dérive si nous continuons dans l'incapacité de proposer à toutes les personnes désenchantées, ou simplement conscientes, cet indispensable projet de ré-enchantement du monde. Mais pour cela, il est fondamental de ne plus se reposer uniquement sur les idéologies, sur le vide intellectuel qui s'instaure lorsque nous ne faisons pas appel à la théorie, à la réflexion à bon escient, c'est à dire, lorsqu'elle devient indispensable pour nous éviter les faux pas ou pour nous aider à résoudre les problématiques concrètes de notre progression. La théorie est une lanterne, mais celle-ci nous aveugle quand nous restons cois, à nous regarder le nombril.

Cependant, dès que nous levons les yeux vers l'horizon, c'est elle qui nous permet de distinguer les écueils et d'entrevoir ce monde pour lequel la vie vaut d'être vécue, parce que nous avons besoin de la vivre pleinement, il nous faut « occuper la vie entière ».

Réfléchissons à comment nous y prendre pour arriver à nos fins tout en sachant qu'il n'y a pas de voie unique et qu'il n'est pas souhaitable de le faire dans la rigidité et le dogmatisme. La souplesse est bien préférable et tout dépendra des situations locales. L'important étant l'indispensable coordination de nos actions en vue de proposer d'autres institutions de démocratie directe.

II. Les moyens doivent s'adapter aux fins

A. *De l'Écologie sociale comme outil analytique*

Les luttes pour défendre, bec et ongles, notre dignité, notre intégrité au sein de notre société comme le monde de la nature, s'avèrent indispensables et indiscutables. Néanmoins, si nous nous focalisons dessus, nous serons voués à nous partager sur des milliers de fronts, sur le terrain du Capital et toujours sur la défensive.

Passer à l'offensive ne signifie pas que nous allons nous imposer par la force, à moins que son rapport sur un lieu de lutte, nous soit ponctuellement favorable. Nous pouvons concevoir des lieux d'occupation comme de « territoires libérés » des bases avancées, comme partie d'un tout à venir⁵⁴. Il s'agit d'étudier et de valoriser les possibilités qui s'offrent à nous pour développer les brèches d'espoir, passées et actuelles, en ouvrir de nouvelles, les mettre en relation pour qu'elles fleurissent dans un monde désespéré dominé par le capitalisme, jusqu'à le faire disparaître de nos vies et du monde entier. Si nous ne le faisons pas, c'est lui qui le fera avec nous et avec le monde.

Murray Bookchin s'impose comme l'un des rares penseurs à nous proposer des analyses théoriques cohérentes avec l'Écologie sociale et à la fois, ses propositions pratiques, avec le municipalisme libertaire, dans lesquelles les fins et les moyens fonctionnent main dans la main.

L'écologie sociale offre un outil analytique à large spectre, qui comme il le rappelle à juste titre dans son œuvre majeure, « L'écologie de la liberté »⁵⁵, loin d'être parfait, reste ouvert à tout type de correction ou d'enrichissement. En partant de sa proposition géniale qui a donné naissance à l'écologie sociale, selon laquelle les échecs écologiques ont leur origine dans les injustices sociales, il déculotte la pensée économiciste, marxisme y compris, ceux qui considèrent les hiérarchies de pouvoir des premières civilisations comme une nécessité existentielle de l'humanité pour tirer profit d'une nature « avare ». Avec Murray Bookchin, la domination de certains êtres humains sur d'autres perd son naturel, à commencer par l'homme sur la femme, et le Capitalisme apparaît comme la somme et la multiplication de toutes les dominations et, bien qu'il se situe dans le courant libertaire, il a su s'écarter de tout type de dogmatisme et réunir le meilleur de chaque courant émancipateur.

⁵⁴ La ZAD de Notre Dame des Landes est un exemple parlant de comment une lutte peut, à elle seule, cristalliser une opposition politiquement divergente,, rendre évidente la collusion entre l'Etat et le Capitalisme et à la fois rendre plausible, par une pratique cohérente, les thèses de l'autogestion anticapitaliste et par delà les propositions du Municipalisme Libertaire.

⁵⁵ « Pour un livre si *simple*, si *clair* si unitaire – sur un thème si élitiste – qui ne requière ni corrections ni modifications, le lecteur devra aller chercher ailleurs. » Dos de « L'a Ecología de la libertad » La emergencia y la disolución de las jerarquías. Ed. Madre Tierra, Nossa y Jara, Colectivo Los Arenalejos. 1999

B. *Du Municipalisme libertaire comme moyen pour une fin sans fin*

Dans l'œuvre de Bookchin, l'analyse dialectique de l'histoire apparaît comme fondamentale pour comprendre l'évolution des sociétés humaines et de celles-ci avec leur environnement naturel dont elles sont issues. Et c'est justement l'usage de cette dialectique ouverte dans le parcours historique qui permet de révéler la créativité sociale de l'être humain. Sa proposition de Municipalisme libertaire s'inscrit dans cette ligne, actuellement en tension entre la négativité totalisatrice du capitalisme destructeur et ses catégories et ce monde nouveau, diversifié, composé de nombreux mondes de communauté intense, de justice et d'entraide que nous voulons extraire de ses entrailles pour que vive la vie.

Et c'est ce que le Municipalisme Libertaire ou Communalisme, comme politique de l'Écologie sociale, se propose comme outil, et comme base de la société dont nous rêvons. Auparavant on aura défini le politique au sens originel du mot, comme gestion de la ville par les citoyens et les citoyennes, en partant de la *polis* grecque, pour le différencier nettement de la chorégraphie, de la politique actuelle assimilée à l'État.

Stratégiquement, il propose d'abord de constituer un mouvement municipaliste libertaire avec la création de groupes d'études pour l'auto-transformation, une bonne connaissance du terrain et la diffusion de ces approches. Le pari serait, ici et maintenant, de mettre en œuvre des structures de pouvoir politique partagé, basées sur des assemblées décisionnelles sans aucune délégation, de démocratie populaire directe, face à face. Évidemment, les décisions assembléaires n'auront au début que peu d'impacts réels et auront un rôle davantage éducatif d'*agora*, mais au fur et à mesure de leur développement, elles prendront de plus en plus de poids au point de constituer un contre-pouvoir, ou plutôt un double pouvoir pour ne pas avoir à se situer forcément sur le même terrain que le pouvoir actuellement en place. Il ne s'agit pas non plus de calquer notre municipalisme, basé sur les assemblées citoyennes locales, sur la géographie des municipalités actuelles, plus particulièrement dans les mégapoles inhumaines. Ces assemblées, pour qu'elles soient envisageables et efficaces devront être mises en place et auto-institutionnalisées dans les quartiers afin qu'elles puissent conserver des dimensions humaines, la structure fédérale étant ce qui permettra l'efficacité sur des territoires plus importantes.

C. *Des impostures « municipalistes »*

Certains courants auto-proclamés « municipalistes » se retrancheraient sans doute derrière une des propositions de Bookchin. Celle de se servir des élections municipales dans le but de faire connaître le municipalisme libertaire, renforcer les assemblées de voisins déjà légalisées et inscrire ces assemblées dans le cadre institutionnel, ce qui peut-être aurait un sens dans le cadre du Vermont, où résidait Bookchin. Même ainsi, ce n'est guère le but de ces « municipalismes » populistes que l'on voit fleurir ici et là. Ceux-ci en appellent aux élections en proposant des programmes plus ou moins radicaux mais qui, avant de commencer agissent en tant que partis politiques et finalement finissent par abandonner les pratiques des assemblées et s'inscrire dans le courant réformiste. C'est le cas dans l'État espagnol avec la série de « Ganemos », « Ahora Madrid » en 2015, etc., usurpant le 15M, et ça a été le cas des Verts allemands avec des bases beaucoup plus vastes et puissantes qui ont fini par se diluer dans le magma de la politique partisane, ce qui confirme une fois de plus l'erreur qui est celle de recourir à une catégorie du capitalisme, c'est-à-dire à partir des institutions existantes, ce qui mène toujours à une voie sans issue...

Bookchin nous prévenait déjà de ces dérives : *« le municipalisme libertaire n'est pas un effort pour construire un gouvernement municipal plus progressiste ou mieux considéré avec l'environnement en élisant des candidats « instruits ». Ce type de direction réformiste neutralise les efforts du mouvement pour créer et augmenter les assemblées citoyennes, et leur objectif majeur de transformer la société. »*

Qui plus est, ces « municipalismes à la solde de l'État » ne se proposent ni n'envisagent sortir de cette logique capitaliste de l'État nation centralisateur, que ce soit sur l'ensemble du territoire ou dans un nouvel État régional. En cas de réussite de la stratégie de ces « Ganemos » dans les principales municipalités de l'État espagnol, il ne leur resterait pas d'autre choix que de finir par s'emparer de l'État central, et la boucle serait ainsi bouclée.

D. *Un projet aux antipodes*

L'approche des entités municipales de démocratie directe est totalement différente. En partant de l'*autonomie*, qui n'est pas le localisme, de chaque quartier ou municipalité *décentralisé*, la nécessité d'interdépendance économique devient évidente, de même que la nécessité d'aborder les questions politiques et administratives qui affectent les niveaux territoriaux supérieurs à ceux de la municipalité. « Le vaste principe d'organisation politique et sociale

qui peut institutionnaliser l'interdépendance, sans recourir à l'État et conserver en même temps le pouvoir des assemblées est le *confédéralisme* », un concept et une proposition déjà familiers aux personnes impliquées dans le mouvement anarcho-syndicaliste et libertaire ainsi qu'en Espagne.

Par la suite, il incomberait au congrès de délégués, désignés par les communautés par tirage au sort, de coordonner les décisions politiques des communautés membres, l'administration des choses étant une émanation et une application pratique des politiques décidées dans les communautés et toujours supervisée par celles-ci.

E. Des différences et difficultés propres

Contrairement à d'autres endroits du monde, où fonctionnent encore des communautés traditionnelles, essentiellement en Amérique du Sud et dans certaines parties de l'Afrique ou de l'Asie, nous avons, dans notre zone de capitalisme avancé, encore beaucoup de chemin à faire pour retisser la communauté humaine qui perdure dans des parties significatives de ces continents⁵⁶. Après avoir souffert l'ethnocide par l'invasion brutale du royaume d'Espagne, suivi du harcèlement tenace du capitalisme, grâce à une certaine autonomie que leur permet le fait de se situer en milieu rural, ils perpétuent leurs traditions depuis plus de 500 ans, en luttant, en refondant la communauté, en résistant à l'appât de l'argent et à l'écrasement brutal du Capital, par l'intermédiaire de ses États, même les plus progressistes.

En revanche, dans la zone « piétonne pacifiée » du capitalisme dans laquelle nous nous situons, la majeure partie de la population vit en ville, zone privilégiée du capitalisme intensif, rendant difficile l'accès direct aux besoins de base. Pour cette raison et bien d'autres, et malgré le fait que nous ayons beaucoup de valeurs en commun, dont la principale est le rejet radical du capitalisme et de tout type de domination, le processus d'établissement du Municipalisme Libertaire sera très différent du Zapatisme mexicain ou du Confédéralisme kurde du Rojava armés, puisqu'il devra commencer quasiment de zéro dans un environnement fermé et massifié.

⁵⁶ Voir des ouvrages tels que : « Zomia ou l'art de ne pas être gouvernés » de James C. Scott au Seuil 20130 pour l'Asie du Sud-Est, « Sur les petites routes de la démocratie » Ecosociété 1999 pour l'Afrique et tous les ouvrages de Raúl Zibechi et Jérôme Bachet sur l'Amérique du Sud.

F. Du domaine social au domaine politique

Pour Bookchin, la priorité était de développer immédiatement l'activité politique du Municipalisme Libertaire avant les autres activités sociales, pour dynamiser la société surtout dans les domaines social, éducatif et culturel, sans s'appuyer directement sur les mouvements sociaux. Nous pensons que nous devons, quitte à ce que cela prenne plus de temps, créer cette synergie en partant d'abord des mouvements sociaux existants plus conscients, en leur proposant une coordination pour le politique, pour eux-mêmes, d'abord localement puis territorialement, etc.

Les mouvements sociaux auxquels nous faisons allusion, mouvements de lutte et de résistance ayant ouvert des brèches comme les zadistes de NDDL, ou les squatters aux Canaries, comme le féminisme, les coordinations contre le TTIP, contre les privatisations, les écologistes, les coordinations contre les expulsions, etc. ainsi que les mouvements alternatifs, les coopératives de consommation, les potagers urbains, les villes en transition, les squats, etc. sont plus sensibilisés aux agressions du Capital. Coordonnées dans un cadre politique sans délégation, leurs actions seraient plus visibles et percutantes, tout en favorisant la prise de conscience des citoyens. **Le fait d'adopter une nette orientation politique anticapitaliste, une fois les propositions du Municipalisme Libertaire adoptées**, a également pour conséquence d'aider et de favoriser l'entendement et le fonctionnement interne de ces premiers embryons de communauté, qui souvent s'ébranlent en raison de conflits internes, sans pouvoir compter sur des appuis extérieurs.

Ce compromis et cette orientation, entre autres mesures que nous mentionnerons plus loin, contribueraient également à éviter l'intégration au cadre purement capitaliste qui se nourrit des initiatives alternatives dans tous les domaines de ses nombreuses activités diverses et variées.

G. De l'identitaire et autres difficultés de « notre camp »

Cela suppose un dialogue serré avec toutes les personnes impliquées tant dans les luttes que dans les projets alternatifs. La difficulté à vaincre étant cette peur de perdre son « autonomie », sa caractéristique, sa « propriété intellectuelle » et se diluer dans une structure plus ample qui couvre toutes les activités d'un quartier ou d'une ville. Cependant, cette méfiance n'est qu'un réflexe de défense tout à fait compréhensible, conditionné par les vieilles habitudes des pratiques mafieuses de l'entrisme de la part des partis politiques face

aux associations considérées comme de simples relais pour leurs ambitions de pouvoir et de contrôle. Mais la peur d'être dilué est aussi le symptôme d'un mal qui vient de loin, de l'époque où nous appartenions à une communauté à laquelle nous nous identifions. Ce besoin naturel d'appartenance, d'identification à un groupe vital, cette communauté qui ne peut être que précapitaliste, a été remplacé par des identités collectives subjectives que l'on nous a assignées en tant qu'individualité propriétaire de marchandises, « parce que généralement, les personnages qui apparaissent sur la scène économique ne sont que la personnification des relations économiques qui existent entre eux ».⁵⁷ Et nous avons tendance à assumer ce masque du personnage correspondant : professeur, électricien, policier, éducateur, etc., et nous l'assumons car nous croyons qu'il est le pur résultat de notre effort, de notre propre volonté. C'est pourquoi, à la question « qui es-tu ? », on répond généralement dans des termes fonctionnalistes de personnification : la profession. Il s'agit là de l'homme unidimensionnel auquel fait allusion Marcuse, qui ne sait penser ni faire autre chose, et encore moins la révolution. Puis, comme nous n'affrontons pas cette soumission, il est vital de nous évader de la maltraitance psychosomatique imposée par le travail et nous avons à disposition les masques de la sécurité « culturelle » concurrentielle et guerrière, avec un grand éventail pour choisir notre parti : Barça, les Bleus, Juventus, etc...(Football), la Patrie, etc. Franchir le pas de nous identifier à un parti politique ne change pas substantiellement le phénomène, il est même possible que cela l'aggrave. Nous continuons dans les mêmes logiques de hiérarchie de domination et de soumission, même lorsque nous acquérons un niveau de conscience supérieur. En référence aux collectifs sociaux de lutte et alternatives susmentionnées, ceux dont nous pensons qu'ils peuvent constituer le meilleur socle pour un champ politique de démocratie directe, il ne fait aucun doute que nous avons fait un pas en avant dans la conviction qu'avec les partis politiques, c'est exactement pareil. Cependant, nous gaspillons beaucoup d'énergie pour maintenir ces logiques identitaires, et peut-être avec des composants aggravants singuliers car souvent, notre identification idéologique nous enferme dans une croyance, dans un fétichisme autour de sigles, une bannière avec des rites propres, créant un cercle autour de nous, isolés de la réalité et sans propositions audacieuses. Le Municipalisme Libertaire propose justement de rompre ce cercle, cette logique identitaire, en sortant dans la rue pour se fédérer avec les autres groupes d'un large spectre et sans craindre de perdre notre

⁵⁷ Marx 1867 cité par Holloway p.194

identité. Ce qui signifie que nos groupes d'affinité, nos singularités et nos différences, en stimulant la dynamique politique, à leur tour seraient enrichis par rétroaction.

Néanmoins il reste une question fondamentale à laquelle nous devons répondre : comment constituer ce « chaînon manquant » entre des organisations fonctionnant sur un mode autogestionnaire mais réformistes (dans lesquelles des militant-e-s radicaux sont présent-e-s, comme dans des AMAPs, des coops, Villes en transition par ex., ou même des écolos ou féministes, etc.) et celles ayant déjà adoptées une vision anticapitaliste et des pratiques ouvertement libertaires, dans ces mêmes milieux alternatifs?

C'est ici qu'advient notre proposition de faire des alternatives et réseaux alternatifs existants, ayant déjà adoptées un rejet du capitalisme, une vision et des pratiques ouvertement libertaires (une minorité sans doute), les lieux et la base privilégiés de constitution d'un mouvement d'écologie sociale (pouvant s'organiser à l'échelle locale, régionale ou nationale sans nécessairement tenir compte des frontières étatiques ou administratives). L'Adhésion serait principalement collective mais également individuelle pour permettre à des militant-e-s impliqué-e-s dans des organisations « réformistes » d'être en contact direct avec la dynamique. Et c'est notre pratique, notre capacité pratique en cohérence avec nos propositions théoriques qui vont emporter l'adhésion comme dans toute lutte en mettant le focus sur la pratique quotidienne de transformation individuelle et collective.

Ces assemblées sont organisées sur le « modèle » d'une alternative politique radicale et de contre-pouvoir où sont invités l'ensemble de la population et des mouvements sociaux. Dans un premier temps, il est probable que certains mouvements boycotteront l'assemblée. Mais l'idée est d'enclencher une action avec un objectif clair et de provoquer ainsi le positionnement des mouvements sociaux et des citoyens-nes. Si l'objectif est pertinent et correspond aux réels besoins de la communauté, un courant de sympathie et d'adhésion se concrétisera. L'idée générale faire en sorte de créer « l'attraction » sur une base volontaire et consciente des projets réformistes autour d'un projet politique de contre-pouvoir.

Évidemment nous devons rester particulièrement attentifs à ce qui se passe sur le terrain. Ne pas concurrencer d'autres mouvements sociaux sur des enjeux à moins de haute nécessité.

H. De la sortie de l'économie

Comme nous l'avons vu, l'économie est un concept relativement récent et qui surgit lorsque le capitalisme, se détache des autres activités humaines et acquiert son autonomie et sa

prérogative, au XVIIe siècle. Par conséquent, sortir de l'économie équivaldrait à sortir du capitalisme, ce qui signifie parallèlement la réintégrer à nos activités humaines, sans lui accorder priorité aucune. Donc, lorsque les tâches de la vie remplaceront le travail, cette catégorie de base du Capital et ces tâches quotidiennes auront cessé de fabriquer ces marchandises qui nous servent actuellement d'intermédiaire pour établir nos relations vitales. Cela nous amène à la question suivante : comment, dans le cadre de la dynamique du municipalisme libertaire, arrêter d'alimenter le capitalisme ? Certes nous devons abandonner toutes les catégories capitalistes sous peine qu'il renaisse comme une hydre à laquelle on coupe des tentacules qui repoussent sans cesse. Le plus probable est que nous n'y arrivions pas d'un coup, du jour au lendemain. Comment gérer ce dilemme ?

C'est un autre grand défi du municipalisme libertaire et de Bookchin. Dans sa stratégie consistant à s'opposer au capitalisme, il propose la création de coopératives municipales, autant pour les producteurs que pour les consommateurs, ce qui a l'avantage, (presque toutes les personnes assumant cette double fonction), de pouvoir décider conjointement de nos besoins réels et des moyens pour y accéder dans le cadre de l'environnement qui nous entoure. Cela paraît simple dans les municipalités une fois qu'elles seront libérées du capitalisme, mais dans le processus de transition et de double pouvoir, comme le reconnaît Bookchin lui-même : « *Malheureusement, avec la concurrence du marché, il est difficile que n'importe laquelle de ces unités économiques alternatives reste alternative pendant longtemps. Pendant cent cinquante ans, depuis les premiers essais de coopératives socialistes en Europe, les entreprises coopératives se sont vues obligées à s'adapter aux dictats du marché, indépendamment de leurs fondateurs et défenseurs.* » Ainsi, le fléau de la compétitivité capitaliste, du travail, la création de marchandises et leur valorisation capitaliste ne disparaîtront pas complètement parce que nous aurons annulé les unités économiques individuelles et les aurons socialisées via la forme de propriété publique communale, du moins tant que nous n'aurons pas colmaté les brèches et occupé l'ensemble des espaces territoriaux pour l'arracher des griffes du capitalisme. Et comme on ne vit pas seulement de philosophie, de propositions politiques et sociales, nous n'y parviendrons pas du jour au lendemain, et nous devons penser et mobiliser toute notre imagination pour voir comment nous pouvons couvrir ces besoins basiques dans les territoires « libérés », encore immergés dans le capitalisme. Nous savons que les relations familiales, amicales ou même de bon voisinage tendent à diluer le rapport commercial et favoriser le don. Sans trop nous avancer dans la spéculation, il ne fait aucun doute que le resserrement les liens sociaux entre les

personnes de plus en plus conscientes et d'une même sphère communautaire libèrera la confiance en nous même et envers les autres, donc notre fondamentale capacité d'empathie envers les autres et envers le vivant. Ces liens sociaux étroits à même de libérer nos facultés les plus humaines, éloigneront l'aliénation et en diluant le rapport commercial, favoriseront le don, bien au-delà de ce que nous pouvons actuellement imaginer. Et l'histoire de toutes les révolutions authentiques, de type libertaire, est là pour nous le confirmer.

Il se peut que l'augmentation croissante et inévitable du chômage, stimule notre imagination pour nous orienter vers des activités complémentaires entre réseaux de coopératives où il n'existerait plus d'échanges commerciaux mais plutôt l'apport de biens diversifiés en relation avec les coopératives rurales et les autres centres d'activité productive, et en fonction des besoins exprimés dans les assemblées communales. Reste à voir comment pourraient s'établir ce type de relations entre les régions plus éloignées afin de limiter le plus possible l'usage de l'argent pour les échanges décidés dans les assemblées communales locales.

1. Le double pouvoir n'est pas un long fleuve tranquille

« L'acquisition du pouvoir, pouvoir populaire, loin d'être opposé à la liberté, est une condition préalable à la liberté. La politique est l'art d'obtenir et d'utiliser le pouvoir dans le but de créer la liberté, en particulier dans la démocratie directe des assemblées municipales confédérées [...] si les gens doivent reprendre le pouvoir, ils doivent l'arracher à l'État. Le vide institutionnel n'est pas possible : le pouvoir sera aux mains des uns ou des autres » nous dit Bookchin.

Cette mise en marche de certaines structures de pouvoir horizontal exige une culture politique de grande envergure en cultivant l'empathie entre les personnes qui composent les différents collectifs tout en sachant que nous n'aurons pas toujours affaire à des groupes d'affinité. C'est de cela qu'il s'agit quand on parle d'une culture consciente des valeurs civiques partagées qui favorisent et permettent la participation de plus en plus de personnes qui ne seront pas toujours d'accord avec nous.

D'autre part, pour récupérer la propriété collective des moyens de production et autres espaces publics, la persuasion et la non-violence ne suffiront pas, bien qu'il soit plus que souhaitable de pouvoir les utiliser le plus loin possible. Certes, nous comptons sur la contradiction « externe » du capitalisme comme élément persuasif et convaincant pour présenter notre projet d'Écologie sociale comme dernière opportunité pour pouvoir échapper à

la destructivité logique et inévitable des écosystèmes qui soutiennent nos sociétés. Mais les classes riches et maladroites accepteront difficilement d'abandonner leurs privilèges bien protégés par l'État. Et ce dernier ayant le monopole de la violence, des forces armées, pour Bookchin, la seule solution qu'il nous resterait serait de créer des milices armées défensives dès que les organes de pouvoir populaire auront acquis une certaine importance. Mais avant tout, le plus urgent serait de constituer une corrélation de forces favorables, capables de « vider » l'État institutionnellement en attirant une majorité sociale suffisante pour le remplacer.

III. Vers un nouvel imaginaire

A. *Son incontournable nécessité*

Bien que cela semble secondaire, l'imaginaire a toujours constitué un cadre de références qui a guidé les sociétés. Les paradigmes naissent de la vie sociale mais en retour, ils la fondent et la structurent. Les « officiers du capitalisme » en sont bien conscients. Il représente pour eux un élément essentiel puisque la société capitaliste s'appuie sur un imaginaire qui a été structuré et imposé aux populations par la répression ou par la séduction. Cet imaginaire est composé à la base, d'une rationalité calculatrice transgressive et à court terme, la croyance en l'argent et d'une tension constante vers un bonheur inaccessible, en vue de conditions de vie toujours plus éloignées de la vie.

A l'opposé, l'imaginaire auquel nous faisons allusion, celui d'« un monde contenant beaucoup de mondes sur une planète pleine de vie », partira de nos pratiques et se trouvera en tension entre, d'un côté une vie intense et riche au niveau relationnel, c'est-à-dire attirante et plaisante dans nos pratiques quotidiennes du « faire » et à l'autre pôle, la rigueur de nos stratégies politiques et sociales.

B. *Une nouvelle opportunité historique ?*

Un regard sur l'histoire nous permet de voir comment des vagues successives d'événements similaires se sont étendues quasiment à travers le monde entier sans qu'on sache pourquoi et comment elles ont eu lieu à des endroits si différents et éloignés les uns des autres et ce sans communication apparente. C'est ainsi que l'on a défini les différentes périodes de l'histoire, l'âge de pierre, l'âge du bronze, l'âge du fer, la période axiale, etc.

La période des révolutions sociales insurrectionnelles violemment réprimées sont relativement récentes, elles prennent naissance en Europe avec le Millénarisme paysan dès le XIIème siècle et n'auront de cesse la première moitié du XXe siècle et même au-delà de par le monde.

À partir du moment où le marxisme léninisme s'essouffle, à la fin du siècle dernier, le zapatisme prend le relais, et met en marche la révolution sans avant-garde, contre tout type de dominations et discriminations, concevant la richesse humaine, non pas dans la pauvreté de la « monoculture » capitaliste mais bien dans les différences, « un monde contenant beaucoup de mondes ».

Cela fait en quelque sorte écho aux aspirations et aux brèches jamais comblées d'un mai 68 en Europe et dans le monde, où la subjectivité s'est enfin frayée un chemin jusqu'à aujourd'hui avec des mouvements populaires tels que le 15M, les Printemps arabes, Occupy Wall Street ou « Nuit debout » en France.

Il ne s'agit pas de mystifier ces mouvements. Étant spontanés, sans maturité et préparation pour se structurer, ce qui demande du temps, ceux-ci ne représentent aucun danger pour le Capital et constituent souvent une bonne proie pour les populismes de tout bord, étant dépourvus d'outils et de culture politique adéquats à leur portée.

Mais nous ne pouvons pas non plus nier un virage dans l'appréhension du politique, quelque chose qui ressemble à un refus des logiques dominantes, comme s'il nous incombait de vivre une autre époque de l'histoire caractérisée par une lassitude à l'égard des formes politiques de la démocratie représentative et une certaine méfiance envers les avant-gardes.

Partant des réalisations actuelles du « bon gouvernement » au Chiapas ou du Confédéralisme démocratique au Rojava, les luttes débouchant sur des occupations chez nous comme celles contre les projets mégalomanes et inutiles, c'est le moment opportun, le plus favorable, pour penser et agir ici et maintenant de façon à pouvoir proposer un nouvel imaginaire internationaliste, composé de nombreux mondes en harmonie entre eux et avec la nature.

L'heure est venue de mettre en marche nos convictions politiques qui se voient renforcées et confirmées à la lumière et à la chaleur de toutes les brèches vivantes actuelles dialectiquement réunies, celles d'ici et de par le monde et celles de notre mémoire vivante, de notre passé révolutionnaire.